

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-05-06

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|---|-------------|
| | |
| États financiers consolidés audités | |
| Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants | 4 |
| Rapport du vérificateur général | 4.1 |
| | |
| État consolidé des résultats | 5 |
| État consolidé de la situation financière | 6 |
| État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) | 7 |
| État consolidé des gains et pertes de réévaluation | 7 |
| État consolidé des flux de trésorerie | 8 |
| | |
| Notes complémentaires aux états financiers consolidés | 9 |
| | |
| Renseignements complémentaires consolidés | |
| Informations sectorielles consolidées | |
| Résultats détaillés par organismes | 10 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes | 11 |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes | 12 |
| Situation financière par organismes | 13 |
| Charges par objets | 14 |
| Fonds local d'investissement (FLI) | 15 |
| Fonds local de solidarité (FLS) | 16 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 17 |
| Excédent (déficit) accumulé | 18 |
| Avantages sociaux futurs | 19 |
| | |
| Renseignements financiers consolidés non audités | |
| | |
| Analyse des revenus consolidés | 21 |
| Analyse des charges consolidées | 22 |

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saguenay

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
255, rue Racine Est
Bureau 600
Chicoutimi (Québec) G7H 7L2

T 418 549-4142

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Saguenay (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de

l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Ce rapport remplace le rapport précédemment émis à la même date.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108154
Saguenay, le 6 mai 2019

Sylvie Jean

La vérificatrice Générale de la Ville de Saguenay
Sylvie Jean, CPA auditrice, CA
CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A109865
Saguenay, le 6 mai 2019

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | <u>Budget</u> | <u>Réalizations</u> | |
|---|----|--------------------|---------------------|--------------------|
| | | 2018 | 2018 | 2017 |
| | | | | |
| Redressé note 22 | | | | |
| Revenus | | | | |
| Taxes | 1 | 234 449 350 | 234 871 069 | 225 875 951 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 22 418 725 | 22 785 323 | 21 973 624 |
| Quotes-parts | 3 | | | |
| Transferts | 4 | 27 654 786 | 34 686 281 | 35 726 226 |
| Services rendus | 5 | 64 310 577 | 72 739 184 | 60 774 668 |
| Imposition de droits | 6 | 5 503 000 | 6 302 553 | 7 752 047 |
| Amendes et pénalités | 7 | 4 100 000 | 4 742 316 | 4 223 729 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | 9 600 | 179 747 | 33 937 |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 2 139 000 | 3 384 900 | 2 741 004 |
| Autres revenus | 10 | 6 436 970 | 7 145 939 | 1 941 786 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 11 | | (65 735) | 18 016 |
| Effet net des opérations de restructuration | 12 | | | |
| | 13 | 367 022 008 | 386 771 577 | 361 060 988 |
| Charges | | | | |
| Administration générale | 14 | 37 508 677 | 31 406 542 | 36 711 869 |
| Sécurité publique | 15 | 56 250 768 | 59 306 805 | 57 221 358 |
| Transport | 16 | 76 904 464 | 86 919 305 | 79 066 340 |
| Hygiène du milieu | 17 | 53 081 622 | 53 334 442 | 52 476 323 |
| Santé et bien-être | 18 | 2 091 383 | 2 063 502 | 2 602 909 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 19 | 25 828 999 | 26 441 573 | 27 167 906 |
| Loisirs et culture | 20 | 57 965 048 | 65 374 087 | 56 525 973 |
| Réseau d'électricité | 21 | 39 575 472 | 39 910 671 | 38 238 679 |
| Frais de financement | 22 | 20 982 734 | 19 458 270 | 18 534 498 |
| Effet net des opérations de restructuration | 23 | | | |
| | 24 | 370 189 167 | 384 215 197 | 368 545 855 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 25 | (3 167 159) | 2 556 380 | (7 484 867) |
| Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 26 | | 625 348 905 | 633 863 409 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 27 | | 89 546 982 | 63 184 417 |
| Solde redressé | 28 | | 714 895 887 | 697 047 826 |
| Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice | 29 | | 717 452 267 | 689 562 959 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 Redressé note 22 |
|---|----|----------------------|---------------------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 47 700 048 | 7 425 991 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 136 662 631 | 128 941 585 |
| Prêts (note 6) | 3 | 1 609 208 | 1 701 192 |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 75 000 | 75 000 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | 1 029 101 | 1 094 836 |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 6 | | |
| Autres actifs financiers (note 9) | 7 | | |
| | 8 | 187 075 988 | 139 238 604 |
| PASSIFS | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | 1 445 490 | |
| Emprunts temporaires (note 10) | 10 | 3 000 000 | |
| Créditeurs et charges à payer (note 11) | 11 | 65 017 394 | 62 599 701 |
| Revenus reportés (note 12) | 12 | 20 287 483 | 13 876 538 |
| Dette à long terme (note 13) | 13 | 518 665 463 | 464 409 884 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 14 | 64 864 500 | 65 827 700 |
| | 15 | 673 280 330 | 606 713 823 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14) | 16 | (486 204 342) | (467 475 219) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | |
| Immobilisations (note 15) | 17 | 1 193 128 379 | 1 151 191 647 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 18 | 4 793 853 | |
| Stocks de fournitures | 19 | 4 098 323 | 4 423 028 |
| Autres actifs non financiers (note 17) | 20 | 1 636 054 | 1 423 503 |
| | 21 | 1 203 656 609 | 1 157 038 178 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | 22 | 717 452 267 | 689 562 959 |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | <u>Budget</u> | <u>Réalizations</u> | |
|--|-----|----------------|---------------------|------------------|
| | | <u>2018</u> | <u>2018</u> | <u>2017</u> |
| | | | | Redressé note 22 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | (3 167 159) | 2 556 380 | (7 484 867) |
| Variation des immobilisations | | | | |
| Acquisition | 2 (| 79 255 400) (| 76 695 255) (| 85 976 964) |
| Produit de cession | 3 | 370 000 | 1 386 228 | 3 589 274 |
| Amortissement | 4 | 57 923 259 | 62 418 225 | 57 693 281 |
| (Gain) perte sur cession | 5 | (370 000) | 269 635 | (2 135 285) |
| Réduction de valeur / Reclassement | 6 | | | |
| | 7 | (21 332 141) | (12 621 167) | (26 829 694) |
| Variation des propriétés destinées à la revente | 8 | | 30 187 | |
| Variation des stocks de fournitures | 9 | | 390 538 | 21 373 |
| Variation des autres actifs non financiers | 10 | | (50 850) | 450 036 |
| | 11 | | 369 875 | 471 409 |
| Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice | 12 | | | |
| Révision d'estimations comptables et autres ajustements | 13 | | (9 034 211) | |
| Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette | 14 | (24 499 300) | (18 729 123) | (33 843 152) |
| Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 15 | | (531 689 273) | (501 083 981) |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 16 | | 64 214 054 | 67 451 914 |
| Reclassement de propriétés destinées à la revente | 17 | | | |
| Solde redressé | 18 | | (467 475 219) | (433 632 067) |
| Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice | 19 | | (486 204 342) | (467 475 219) |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 Redressé note 22 |
|---|----|----------------|--------------------------|
| Activités de fonctionnement | | | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 2 556 380 | (7 484 867) |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | |
| Amortissement | 2 | 62 418 225 | 57 693 281 |
| Autres | | | |
| - (Gain) perte sur cession | 3 | 269 635 | (2 135 285) |
| - FLI et PMC FLI | 4 | (39 005) | 36 334 |
| | 5 | 65 205 235 | 48 109 463 |
| Variation nette des éléments hors caisse | | | |
| Débiteurs | 6 | 345 885 | (3 262 666) |
| Autres actifs financiers | 7 | | |
| Créditeurs et charges à payer | 8 | (1 471 335) | (900 341) |
| Revenus reportés | 9 | (2 755 317) | 4 172 207 |
| Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs | 10 | (1 080 181) | 2 737 600 |
| Propriétés destinées à la revente | 11 | 30 187 | |
| Stocks de fournitures | 12 | 390 538 | 21 373 |
| Autres actifs non financiers | 13 | (50 850) | 450 036 |
| | 14 | 60 614 162 | 51 327 672 |
| Activités d'investissement en immobilisations | | | |
| Acquisition | 15 | (76 695 255) | (85 976 964) |
| Produit de cession | 16 | 1 386 228 | 3 589 274 |
| | 17 | (75 309 027) | (82 387 690) |
| Activités de placement | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 18 | (149 264) | (508 016) |
| Remboursement ou cession | 19 | 345 988 | 331 813 |
| Autres placements de portefeuille | | | |
| Acquisition | 20 | () | () |
| Cession | 21 | | |
| | 22 | 196 724 | (176 203) |
| Activités de financement (note 4) | | | |
| Émission de dettes à long terme | 23 | 111 973 000 | 114 613 400 |
| Remboursement de la dette à long terme | 24 | (79 502 834) | (75 590 191) |
| Variation nette des emprunts temporaires | 25 | 3 000 000 | (8 000 000) |
| Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme | 26 | (300 970) | (280 344) |
| Autres | | | |
| - | 27 | | |
| - | 28 | | |
| | 29 | 35 169 196 | 30 742 865 |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| | 30 | 20 671 055 | (493 356) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice | | | |
| Solde déjà établi | 31 | 7 425 991 | 7 919 347 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 32 | 18 157 512 | |
| Solde redressé | 33 | 25 583 503 | 7 919 347 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4) | | | |
| | 34 | 46 254 558 | 7 425 991 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saguenay est un organisme municipal existant depuis le 18 février 2002 en vertu du décret 841-2001 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q,c.0-9) et modifié par le décret 1474-2001.

La Ville est constituée des ex-municipalités suivantes: Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent les pages S13, S14 et S23 qui portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, passifs, revenus et charges de la Ville de Saguenay. Ils incluent aussi les actifs, passifs, revenus et charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

| | <u>Consolidation ligne par ligne</u> | <u>Valeur de consolidation</u> |
|----------------------------------|--|------------------------------------|
| Société de transport du Saguenay | * | |
| Fondation Timi inc. | | * |
| Conseil des arts de Saguenay | * | |
| Ajout en 2018 (note 22) | | |
| Promotion Saguenay inc. | * | |
| Diffusion Saguenay inc. | * | |

b) Partenariats

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme municipal, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, provision pour autres débiteurs pour le réseau électrique, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées également à titre d'actif non financier à l'état de la situation financière à la valeur amortie.

La charge d'amortissement est reflétée au poste de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Administration municipale

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : entre 15 et 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | |
|--|--------------------|
| Réseau d'électricité : | entre 15 et 40 ans |
| Bâtiments : | entre 15 et 40 ans |
| Véhicules : | entre 3 et 15 ans |
| Ameublement et équipement de bureau : | entre 5 et 20 ans |
| Machinerie, outillage et équipement divers : | entre 5 et 20 ans |
| Autres : | entre 1 et 30 ans |

Organismes contrôlés

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire et dégressif aux taux suivants :

| | |
|--|---|
| Infrastructures : | 10 ans |
| Bâtiments : | entre 20 et 40 ans, dégressif 4 % |
| Améliorations locatives : | entre 5 et 40 ans |
| Véhicules : | entre 5 et 16 ans |
| Ameublement et équipement de bureau : | entre 3 et 15 ans, dégressif entre 10 et 30 % |
| Machinerie, outillage et équipement divers : | 10 ans |
| Autres : | entre 5 et 40 ans, dégressif 10 % |

Stocks

Administration municipale

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Organismes contrôlés

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Revenus reportés

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux, du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds de développement des territoires sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans ou sur la durée de l'emprunt concerné. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont ils sont assortis créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Taxes et compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Imposition de droits, amendes et pénalités

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participe la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) individuels, offerts par la Ville à certains de ses salariés, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur lissée 3 ans. Cependant, compte tenu de la création d'un fonds de stabilisation en date du 31 décembre 2012 dans le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres, nous avons évalué l'actif de ce régime à compter du 1er janvier 2013 et celui du régime des policiers et des pompiers à compter du 1er janvier 2014 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective non capitalisé, ces déficits n'ont pas été amortis;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications du régime de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour les excédents de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective : ces excédents ne sont pas amortis.

- l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMH selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliées aux pertes de 2008, jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2013, pouvaient être affectées dans une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amortis au 31 décembre 2022. La Ville a décidé d'amortir le solde du montant ainsi reporté au cours des prochains exercices de façon linéaire de 2014 à 2022. Un montant de 3 724 100 \$ a ainsi été amorti en 2018.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Ville a modifié rétroactivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert. Les paiements de transfert sont comptabilisés comme charges et revenus lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés. Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été retraités. La note 22 fait état des impacts du redressement.

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la Ville, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|--|----|---------------|-------------|
| 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | |
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de : | | | |
| Fonds en caisse et dépôts à vue | 1 | 46 849 065 | 6 578 768 |
| Découvert bancaire | 2 | (1 445 490) | () |
| Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille | 3 | 850 983 | 847 223 |
| <i>Autres éléments</i> | | | |
| - | 4 | | |
| - | 5 | | |
| - | 6 | | |
| - | 7 | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice | 8 | 46 254 558 | 7 425 991 |
| Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 9 | 14 321 228 | 3 476 889 |
| Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice | 10 | 24 279 000 | 23 766 288 |
| Note | | | |
| 5. Débiteurs | | | |
| Taxes municipales | 11 | 10 656 087 | 9 933 888 |
| Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes | 12 | 5 047 | 4 806 |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 13 | 91 067 195 | 80 338 304 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 14 | 21 745 805 | 27 276 443 |
| Organismes municipaux | 15 | | 285 287 |
| Autres | | | |
| - Réseau électrique | 16 | 7 377 490 | 5 504 769 |
| - Divers débiteurs | 17 | 5 811 007 | 5 598 088 |
| | 18 | 136 662 631 | 128 941 585 |
| Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 19 | 62 826 578 | 60 978 380 |
| Organismes municipaux | 20 | | |
| Autres tiers | 21 | | |
| | 22 | 62 826 578 | 60 978 380 |
| Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs | 23 | 2 486 682 | 1 853 918 |
| Note | | | |
| 6. Prêts | | | |
| Prêts à un office d'habitation | 24 | 842 795 | 842 795 |
| Prêts à un fonds d'investissement | 25 | | |
| Autres | | | |
| - FLI | 26 | 766 413 | 858 397 |
| - | 27 | | |
| | 28 | 1 609 208 | 1 701 192 |
| Provision pour moins-value déduite des prêts | 29 | 135 242 | 304 904 |
| Note | | | |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|---|----|--------|--------|
| 7. Placements de portefeuille | | | |
| Placements à titre d'investissement | 30 | 75 000 | 75 000 |
| Autres placements | 31 | | |
| | 32 | 75 000 | 75 000 |
| Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille | 33 | | |
| Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille | 34 | | |

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

| | | | |
|---|----|---------------------|---------------------|
| Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 35 | (36 453 100) | (37 817 000) |
| Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 36 | (28 411 400) | (28 010 700) |
| | 37 | <u>(64 864 500)</u> | <u>(65 827 700)</u> |

Charge de l'exercice

| | | | |
|--|----|-------------------|-------------------|
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 38 | 17 409 800 | 20 677 700 |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 39 | 1 056 500 | 1 435 500 |
| Régimes à cotisations déterminées | 40 | 752 604 | 724 713 |
| Autres régimes (REER et autres) | 41 | 45 236 | 69 190 |
| Régimes de retraite des élus municipaux | 42 | 265 525 | 236 687 |
| | 43 | <u>19 529 665</u> | <u>23 143 790</u> |

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la «loi RRSM») - mise à jour au 31 décembre 2018

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

9. Autres actifs financiers

| | | | |
|---|----|--|--|
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 44 | | |
| Autres | 45 | | |
| | 46 | | |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

10. Emprunts temporaires**Administration municipale**

La ville dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 100 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel échéant en octobre 2019.

Organismes contrôlés

Société de transport du Saguenay

L'organisme dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 3 000 00 \$, portant intérêts au taux préférentiel, renouvelable en septembre 2019.

Diffusion Saguenay inc.

L'organisme dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 450 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel, renouvelable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

| | | | |
|---|----|------------|------------|
| Fournisseurs | 47 | 25 456 135 | 25 342 858 |
| Salaires et avantages sociaux | 48 | 10 792 794 | 8 553 368 |
| Dépôts et retenues de garantie | 49 | 6 592 882 | 6 891 809 |
| Provision pour contestations d'évaluation | 50 | 56 048 | 421 682 |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 51 | | |
| Assainissement des sites contaminés | 52 | 425 000 | 425 000 |
| Autres | | | |
| - Organismes municipaux | 53 | 278 123 | 211 187 |
| - Intérêts courus | 54 | 3 563 705 | 3 354 276 |
| - Vacances courus et autres | 55 | 17 852 707 | 17 399 521 |
| - | 56 | | |
| - | 57 | | |
| | 58 | 65 017 394 | 62 599 701 |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

| | | | |
|---|----|------------|------------|
| Taxes perçues d'avance | 59 | | |
| Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques | 60 | 2 817 294 | 2 595 978 |
| Fonds de développement des territoires | 61 | 12 824 | 798 723 |
| Fonds parcs et terrains de jeux | 62 | 368 089 | 154 669 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 63 | | |
| Société québécoise d'assainissement des eaux | 64 | | |
| Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux | 65 | | |
| Autres contributions de promoteurs | 66 | 1 927 214 | 2 641 070 |
| Fonds de redevances réglementaires | 67 | | |
| Autres | | | |
| - Fonds - terres publiques intra | 68 | 770 196 | 743 723 |
| - Transferts | 69 | 4 562 581 | 6 082 894 |
| - Autres | 70 | 9 829 285 | 859 481 |
| - | 71 | | |
| | 72 | 20 287 483 | 13 876 538 |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | | | | | 2018 | 2017 |
|---|------|-----------------------|-----------------|-----------|----------|---------------|---------------|
| 13. Dette à long terme | | | | | | | |
| | | Taux d'intérêt | Échéance | | | | |
| | | de | à | de | à | | |
| Obligations et billets en monnaie canadienne | 1,20 | 5,00 | 2019 | 2038 | 73 | 465 524 500 | 430 207 900 |
| Obligations et billets en monnaies étrangères | | | | | 74 | | |
| Gains (pertes) de change reportés | | | | | 75 | | |
| | | | | | 76 | | |
| Autres dettes à long terme | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 0,00 | 4,97 | 2019 | 2031 | 77 | 34 703 291 | 36 795 170 |
| Organismes municipaux | | | | | 78 | | |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | | | 79 | 338 969 | 377 709 |
| Autres | | | | | 80 | 21 370 568 | |
| | | | | | 81 | 521 937 328 | 467 380 779 |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | | | | | 82 | (3 271 865) | (2 970 895) |
| | | | | | 83 | 518 665 463 | 464 409 884 |

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

| | Obligations et billets | | Autres dettes à long terme | | Total 2018 | | | | |
|-------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------|-------------------|-----|------------|-----|-------------|
| | Avec fonds d'amortissement | Sans fonds d'amortissement | Location-acquisition | Autres | | | | | |
| 2019 | 84 | 92 | 54 997 100 | 100 | 64 850 | 109 | 10 080 381 | 117 | 65 142 331 |
| 2020 | 85 | 93 | 46 127 900 | 101 | 64 850 | 110 | 12 092 481 | 118 | 58 285 231 |
| 2021 | 86 | 94 | 35 078 200 | 102 | 64 850 | 111 | 5 472 371 | 119 | 40 615 421 |
| 2022 | 87 | 95 | 24 311 000 | 103 | 186 494 | 112 | 2 444 982 | 120 | 26 942 476 |
| 2023 | 88 | 96 | 13 123 300 | 104 | | 113 | 5 104 579 | 121 | 18 227 879 |
| 2024 et + | 89 | 97 | 291 887 000 | 105 | | 114 | 20 879 065 | 122 | 312 766 065 |
| | 90 | 98 | 465 524 500 | 106 | 381 044 | 115 | 56 073 859 | 123 | 521 979 403 |
| Intérêts et frais accessoires | | | | 107 | (42 075) | | | 124 | (42 075) |
| | 91 | 99 | 465 524 500 | 108 | 338 969 | 116 | 56 073 859 | 125 | 521 937 328 |

Note

| | 2018 | 2017 |
|--|-------------|---------------|
| 14. Actifs financiers nets (dette nette) | | |
| Revenant à (à la charge de) | | |
| L'organisme municipal | 126 | (486 204 342) |
| Tiers | | |
| Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes | 127 | () |
| Autres | 128 | () |
| | 129 | (486 204 342) |
| | | (467 475 219) |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| 15. Immobilisations | | Solde au début | | Addition | | Cession / Ajustement | | Solde à la fin |
|--|-----|-----------------------|-----|---------------------|-----|-----------------------------|-----|-----------------------|
| COÛT | | | | | | | | |
| Infrastructures | | | | | | | | |
| Eau potable | 130 | 234 360 422 | 158 | 11 868 521 | 185 | 523 699 | 212 | 245 705 244 |
| Eaux usées | 131 | 281 521 908 | 159 | 7 690 124 | 186 | 22 537 | 213 | 289 189 495 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 132 | 456 956 396 | 160 | 23 461 088 | 187 | 204 555 | 214 | 480 212 929 |
| Autres | 133 | 189 682 999 | 161 | 10 627 239 | 188 | (11 663) | 215 | 200 321 901 |
| Réseau d'électricité | 134 | 72 389 254 | 162 | 958 333 | 189 | | 216 | 73 347 587 |
| Bâtiments | 135 | 336 251 969 | 163 | 15 531 891 | 190 | (2 148 918) | 217 | 353 932 778 |
| Améliorations locatives | 136 | | 164 | 2 007 | 191 | (32 414 168) | 218 | 32 416 175 |
| Véhicules | 137 | 95 607 868 | 165 | 10 825 590 | 192 | 4 487 215 | 219 | 101 946 243 |
| Ameublement et équipement de bureau | 138 | 22 666 362 | 166 | 2 368 344 | 193 | 1 770 048 | 220 | 23 264 658 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 139 | 28 331 808 | 167 | 2 089 286 | 194 | (1 469 305) | 221 | 31 890 399 |
| Terrains | 140 | 42 710 482 | 168 | 2 614 405 | 195 | (35 497) | 222 | 45 360 384 |
| Autres | 141 | 860 758 | 169 | | 196 | | 223 | 860 758 |
| | 142 | <u>1 761 340 226</u> | 170 | <u>88 036 828</u> | 197 | <u>(29 071 497)</u> | 224 | <u>1 878 448 551</u> |
| Immobilisations en cours | 143 | <u>89 137 835</u> | 171 | <u>(11 341 573)</u> | 198 | | 225 | <u>77 796 262</u> |
| | 144 | <u>1 850 478 061</u> | 172 | <u>76 695 255</u> | 199 | <u>(29 071 497)</u> | 226 | <u>1 956 244 813</u> |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | | | | |
| Infrastructures | | | | | | | | |
| Eau potable | 145 | 84 646 146 | 173 | 6 293 075 | 200 | 523 699 | 227 | 90 415 522 |
| Eaux usées | 146 | 123 502 170 | 174 | 9 073 759 | 201 | 22 537 | 228 | 132 553 392 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 147 | 175 015 283 | 175 | 12 075 419 | 202 | 214 306 | 229 | 186 876 396 |
| Autres | 148 | 80 615 400 | 176 | 8 502 423 | 203 | 12 843 | 230 | 89 104 980 |
| Réseau d'électricité | 149 | 19 840 631 | 177 | 2 078 546 | 204 | | 231 | 21 919 177 |
| Bâtiments | 150 | 140 682 841 | 178 | 9 028 320 | 205 | (609 227) | 232 | 150 320 388 |
| Améliorations locatives | 151 | | 179 | 1 236 945 | 206 | (8 351 041) | 233 | 9 587 986 |
| Véhicules | 152 | 53 151 564 | 180 | 8 223 918 | 207 | 4 059 845 | 234 | 57 315 637 |
| Ameublement et équipement de bureau | 153 | 10 813 626 | 181 | 2 962 813 | 208 | 1 973 139 | 235 | 11 803 300 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 154 | 10 467 053 | 182 | 2 928 003 | 209 | 742 104 | 236 | 12 652 952 |
| Autres | 155 | 551 700 | 183 | 15 004 | 210 | | 237 | 566 704 |
| | 156 | <u>699 286 414</u> | 184 | <u>62 418 225</u> | 211 | <u>(1 411 795)</u> | 238 | <u>763 116 434</u> |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 157 | <u>1 151 191 647</u> | | | | | 239 | <u>1 193 128 379</u> |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations | | | | | | | | |
| Coût | 240 | | 243 | | 245 | | 247 | |
| Amortissement cumulé | 241 | (_____) | 244 | (_____) | 246 | (_____) | 248 | (_____) |
| Valeur comptable nette | 242 | <u>_____</u> | | | | | 249 | <u>_____</u> |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | 2018 | 2017 |
|--|-----|-----------|------|
| 16. Propriétés destinées à la revente | | | |
| Immeubles de la réserve foncière | 250 | | |
| Immeubles industriels municipaux | 251 | 4 793 853 | |
| Autres | 252 | | |
| | 253 | 4 793 853 | |
| <hr/> | | | |
| Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) | 254 | | |
| Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente » | 255 | 4 793 853 | |
| <hr/> | | | |
| Note | | | |

| | | | |
|---|-----|-----------|-----------|
| 17. Autres actifs non financiers | | | |
| Frais payés d'avance | | | |
| - Assurance | 256 | 388 014 | 277 666 |
| - Droit d'utilisation et autres | 257 | 641 562 | 653 059 |
| - S.A.A.Q et dépôt sur autobus | 258 | 491 154 | 492 778 |
| Autres | | | |
| - Autres | 259 | 115 324 | |
| - | 260 | | |
| | 261 | 1 636 054 | 1 423 503 |
| <hr/> | | | |
| Note | | | |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de Saguenay

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Ville de Saguenay est tenue de combler dix pour cent (10 %) du déficit annuel de l'Office municipal d'habitation de Saguenay.

La participation réelle de la Ville au déficit de l'Office municipal d'habitation n'étant pas encore connue, la charge a été établie en fonction du budget de l'Office entériné par la Société d'habitation du Québec.

Autres engagements

La Ville s'est engagée à long terme envers différents entrepreneurs et organismes dans le cours normal de ses activités. Ces ententes portent principalement sur le déneigement, les matières résiduelles, l'entretien, la location d'espaces et diverses aides aux organismes. Elles viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2023 et totalisent environ 52 809 515 \$, taxes incluses.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

| | |
|--------|---------------|
| 2019 : | 19 828 826 \$ |
| 2020 : | 16 017 734 \$ |
| 2021 : | 10 442 877 \$ |
| 2022 : | 5 434 542 \$ |
| 2023 : | 1 085 536 \$ |

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement de différents ministères et de ses entreprises des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 11 468 145 \$ sur une période de 20 ans.

Les versements estimatifs pour les prochains exercices sont les suivants :

| | |
|-----------|--------------|
| 2019 | 1 302 336 \$ |
| 2020 | 1 202 897 \$ |
| 2021 | 1 064 521 \$ |
| 2022 | 959 910 \$ |
| 2023 | 894 617 \$ |
| 2024 et + | 6 043 864 \$ |

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

| | |
|---|------------|
| Hébergement Plus (rés.C-99-786) : | 240 000 \$ |
| Société Bélu inc. (rés.00-229, VS-CM-2015-119) : | 47 200 \$ |
| Ensemble folklorique des Farandoles de Chicoutimi inc. (rés.VS-CM-2015-187) : | 22 283 \$ |
| Corporation St-François de Jonquière inc. (VS-CM-2018-540) : | 30 000 \$ |
| Carrefour socio-culturel Au Vieux Théâtre (rés.VS-CM-2015-364) : | 370 000 \$ |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | |
|---|--------------|
| Festival des Rythmes du Monde (rés.VS-CM-2011-124) : | 320 000 \$ |
| Jonquière en Musique inc. (rés.VS-CM-2018-605) : | 99 000 \$ |
| Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi (rés.VS-CM-2008-143, VS-CM-2015-334) : | 7 566 000 \$ |
| Groupe des écorceurs (rés.VS-CM-2017-350) : | 99 000 \$ |
| Fondation entrepreneurs sans frontières (rés. VS-CM-2008-145) : | 185 000 \$ |
| Contact nature Rivière-à-mars (rés. VS-CM-2018-308) : | 95 000 \$ |
| Corporation du Musée du Saguenay-Lac-St-Jean (rés. VS-CM-2018-521) : | 50 000 \$ |
| Club de ski de fond Le Norvégien (rés. VS-CM-2017-437) : | 25 000 \$ |
| Camping de Jonquière inc. (rés. VS-CM-2018-479) : | 99 000 \$ |
| Groupe photo média international (rés. VS-CM-2018-576) : | 60 000 \$ |
| Musée du Fjord (rés. VS-CM-2011-105) : | 1 700 000 \$ |
| École de danse Florence Fourcaudot (rés.VS-CM-2013-380) : | 3 378 500 \$ |
| Club de curling de Chicoutimi (rés. VS-CM-2014-27) : | 375 000 \$ |
| Sagym (VS-CM-2010-210) : | 275 000 \$ |
| Fondation de la pulperie de Chicoutimi (VS-CM-2016-225) : | 508 275 \$ |
| Chambre de commerce industries Saguenay le Fjord (VS-CM-2018-234) : | 65 000 \$ |

b) Auto-assurance

La Ville a créé à compter du 19 février 2003 par le règlement numéro VS-2003-2, une réserve financière sous le nom de « Réserve auto-assurance » afin de pourvoir aux capitaux nécessaires au fonctionnement d'un programme d'auto-assurance en matière de responsabilité civile.

Le fonds est à durée indéterminée.

Le montant projeté du fonds est de 5 000 000 \$.

Au 31 décembre 2018, le solde du fonds est de 1 080 370 \$.

c) Poursuites

Les conseillers juridiques externes confirment un montant approximatif de 1 067 365 \$ en réclamations de dommages et intérêts intentées contre la Ville à divers titres, dont certains de ces montants sont couverts par les assurances. Ils ne sont présentement pas en mesure d'émettre une opinion sur l'issue de ces causes. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement supérieur à la provision, pouvant résulter du dénouement de ces éventualités, sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne leurs résultantes, leurs échéances ou leurs impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

a) Paiements de transfert

La Ville et la Société de Transport du Saguenay (STS) ont modifié rétroactivement le traitement des paiements de transfert. Selon la méthode comptable antérieure, la Ville et la STS ne comptabilisaient pas à l'état consolidé de la situation financière les paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec, application préconisée par le MAMH. Cette modification a entraîné une augmentation des débiteurs et de l'excédent (déficit) accumulé de 55 789 054 \$ pour la Ville et de 8 425 000 \$ pour la STS pour un total de 64 214 054 \$ au 1er janvier 2018 (67 451 914 au 1er janvier 2017) et une diminution équivalente des actifs financiers nets (dette nette).

**État consolidé des résultats et
conciliations à des fins fiscales**

31/12/2017

| | |
|---|----------------|
| Transfert de fonctionnement Ville | (5 388 852 \$) |
| Transfert de fonctionnement STS | (1 617 973 \$) |
| Transfert d'investissement Ville | 2 024 992 \$ |
| Transfert d'investissement STS | 1 743 973 \$ |
| | ----- |
| Excédent (déficit) de l'exercice | (3 237 860 \$) |
| Revenu d'investissement - Ville | (2 024 992 \$) |
| Revenu d'investissement - STS | (1 743 973 \$) |
| | ----- |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | (7 006 825 \$) |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement - Ville | (421 900 \$) |
| Remboursement de la dette - Ville | 5 606 123 \$ |
| Remboursement de la dette - STS | 1 598 973 \$ |
| Dépenses constatées à pourvoir - Ville | 204 629 \$ |
| Dépenses constatées à pourvoir - STS | 19 000 \$ |
| | ----- |
| | 0 \$ |
| | ===== |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | |
|--|----------------|
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales | 31/12/2017 |
| Revenus d'investissement - Ville | 2 024 992 \$ |
| Revenus d'investissement - STS | 1 743 973 \$ |
| Financement à long terme - Ville | (9 482 346 \$) |
| Financement à long terme - STS | (1 743 973 \$) |
| | ----- |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales | (7 457 354 \$) |
| | ===== |
| Situation financière | 01/01/2018 |
| Débiteurs - Ville | 55 789 054 \$ |
| Débiteurs - STS | 8 425 000 \$ |
| | ----- |
| | 64 214 054 \$ |
| | ===== |
| Actifs financiers nets (dette nette) - Ville | 55 789 054 \$ |
| Actifs financiers nets (dette nette) - STS | 8 425 000 \$ |
| | ----- |
| | 64 214 054 \$ |
| | ===== |
| Excédent (déficit) accumulé - Ville | 55 789 054 \$ |
| Excédent (déficit) accumulé - STS | 8 425 000 \$ |
| | ----- |
| | 64 214 054 \$ |
| | ===== |

b) Organismes du périmètre comptable

Depuis le 1er janvier 2018, Diffusion Saguenay inc. et Promotion Saguenay inc. sont inclus dans le périmètre comptable de la Ville. Ce changement a entraîné une augmentation de l'excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice de 8 340 723 \$ et de 16 992 205 \$ respectivement pour un montant total de 25 332 928 \$ et une augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice de 1 735 947 \$ et de 16 421 565 \$ respectivement pour un montant total de 18 157 512 \$.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville de Saguenay, du budget adopté par la Société de transport du Saguenay, du budget adopté par Promotion Saguenay inc. et du budget adopté par Diffusion Saguenay inc., après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | Réalisations 2017 | Budget 2018 | | Réalisations 2018 | | |
|---|----|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Ventilation de l'amortissement | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ |
| | | Redressé note 22 | | | | | |
| Revenus | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Taxes | 1 | 225 875 951 | 234 449 350 | 234 871 069 | | | 234 871 069 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 21 973 624 | 22 418 725 | 22 785 323 | | | 22 785 323 |
| Quotes-parts | 3 | | | | | 11 789 000 | |
| Transferts | 4 | 10 062 596 | 13 997 380 | 11 140 026 | | 17 893 043 | 18 971 539 |
| Services rendus | 5 | 56 400 344 | 56 035 335 | 61 311 392 | | 11 898 503 | 72 739 184 |
| Imposition de droits | 6 | 7 752 047 | 5 503 000 | 6 302 553 | | | 6 302 553 |
| Amendes et pénalités | 7 | 4 223 729 | 4 100 000 | 4 742 316 | | | 4 742 316 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | | | | | 179 747 | 179 747 |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 2 717 873 | 2 035 000 | 3 371 255 | | 13 645 | 3 384 900 |
| Autres revenus | 10 | 1 438 152 | 520 000 | 2 648 301 | | 682 589 | 1 237 808 |
| Effet net des opérations de restructuration | 11 | | | | | | |
| | 12 | 330 444 316 | 339 058 790 | 347 172 235 | | 42 456 527 | 365 214 439 |
| Investissement | | | | | | | |
| Taxes | 13 | | | | | | |
| Quotes-parts | 14 | | | | | | |
| Transferts | 15 | 16 246 392 | 6 027 806 | 11 492 013 | | 4 222 729 | 15 714 742 |
| Imposition de droits | 16 | | | | | | |
| Autres revenus | | | | | | | |
| Contributions des promoteurs | 17 | | 1 002 100 | 3 062 381 | | | 3 062 381 |
| Autres | 18 | 178 018 | | 2 845 750 | | | 2 845 750 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 19 | | | | | (65 735) | (65 735) |
| | 20 | 16 424 410 | 7 029 906 | 17 400 144 | | 4 156 994 | 21 557 138 |
| | 21 | 346 868 726 | 346 088 696 | 364 572 379 | | 46 613 521 | 386 771 577 |
| Charges | | | | | | | |
| Administration générale | 22 | 35 663 879 | 36 455 560 | 30 336 331 | 1 081 324 | | 31 406 542 |
| Sécurité publique | 23 | 54 213 840 | 53 243 250 | 55 969 386 | 3 351 112 | | 59 306 805 |
| Transport | 24 | 49 981 295 | 47 370 356 | 51 711 524 | 18 795 097 | 28 201 684 | 86 919 305 |
| Hygiène du milieu | 25 | 34 825 637 | 35 430 936 | 34 845 222 | 18 489 220 | | 53 334 442 |
| Santé et bien-être | 26 | 2 597 974 | 2 086 448 | 2 058 567 | 4 935 | | 2 063 502 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 27 | 25 578 391 | 20 895 158 | 26 787 777 | 1 598 560 | 8 813 575 | 26 441 573 |
| Loisirs et culture | 28 | 45 966 989 | 43 593 195 | 49 355 957 | 11 442 838 | 6 417 470 | 65 374 087 |
| Réseau d'électricité | 29 | 35 386 464 | 36 723 257 | 36 998 472 | 2 912 199 | | 39 910 671 |
| Frais de financement | 30 | 18 174 210 | 19 583 000 | 18 208 922 | | 1 249 348 | 19 458 270 |
| Effet net des opérations de restructuration | 31 | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations | 32 | 54 382 158 | 54 382 158 | 57 675 285 | (57 675 285) | | |
| | 33 | 356 770 837 | 349 763 318 | 363 947 443 | | 44 682 077 | 384 215 197 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 34 | (9 902 111) | (3 674 622) | 624 936 | | 1 931 444 | 2 556 380 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Réalisations 2017 | Budget 2018 | Réalisations 2018 | | Total consolidé ¹ |
|--|----|---|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale Redressé note 22 | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | (9 902 111) | (3 674 622) | 624 936 | 1 931 444 | 2 556 380 |
| Moins: revenus d'investissement | 2 | (16 424 410) | (7 029 906) | (17 400 144) | (4 156 994) | (21 557 138) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 3 | (26 326 521) | (10 704 528) | (16 775 208) | (2 225 550) | (19 000 758) |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | | | |
| Immobilisations | | | | | | |
| Amortissement | 4 | 54 382 158 | 54 382 158 | 57 675 285 | 4 742 940 | 62 418 225 |
| Produit de cession | 5 | 3 579 648 | 370 000 | 1 380 633 | 5 595 | 1 386 228 |
| (Gain) perte sur cession | 6 | (2 125 659) | (370 000) | (503 876) | 773 511 | 269 635 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 7 | | | | | |
| | 8 | 55 836 147 | 54 382 158 | 58 552 042 | 5 522 046 | 64 074 088 |
| Propriétés destinées à la revente | | | | | | |
| Coût des propriétés vendues | 9 | | | 1 040 018 | 38 295 | 1 078 313 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 10 | | | | | |
| | 11 | | | 1 040 018 | 38 295 | 1 078 313 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | | | |
| Remboursement ou produit de cession | 12 | 331 813 | | 345 988 | | 345 988 |
| (Gain) perte sur remboursement ou sur cession | 13 | | | | | |
| Provision pour moins-value / Réduction de valeur | 14 | 36 334 | | (39 005) | | (39 005) |
| | 15 | 368 147 | | 306 983 | | 306 983 |
| Financement | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 16 | 18 229 616 | 12 596 200 | 12 068 441 | | 12 068 441 |
| Remboursement de la dette à long terme | 17 | (43 056 248) | (50 679 245) | (44 483 099) | (1 903 563) | (46 386 662) |
| | 18 | (24 826 632) | (38 083 045) | (32 414 658) | (1 903 563) | (34 318 221) |
| Affectations | | | | | | |
| Activités d'investissement | 19 | (2 164 474) | (400 000) | (559 020) | (186 677) | (745 697) |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 20 | 2 218 574 | | | 2 332 458 | 2 332 458 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 21 | 1 715 000 | | 750 000 | | 750 000 |
| Réserves financières et fonds réservés | 22 | (1 936 737) | (1 386 035) | (3 692 634) | 141 112 | (3 551 522) |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 23 | (3 458 124) | (3 808 550) | (3 946 425) | | (3 946 425) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | | | | | |
| | 25 | (3 625 761) | (5 594 585) | (7 448 079) | 2 286 893 | (5 161 186) |
| | 26 | 27 751 901 | 10 704 528 | 20 036 306 | 5 943 671 | 25 979 977 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 27 | 1 425 380 | | 3 261 098 | 3 718 121 | 6 979 219 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Réalizations 2017 | | Réalizations 2018 | |
|--|----|--|------------------------------|--|---------------------------------|
| | | Administration municipale Redressé note 22 | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ |
| Revenus d'investissement | 1 | 16 424 410 | 17 400 144 | 4 156 994 | 21 557 138 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | | |
| Immobilisations | | | | | |
| Acquisition | | | | | |
| Administration générale | 2 | (465 893) | (582 935) | () | (582 935) |
| Sécurité publique | 3 | (8 478 187) | (3 838 033) | () | (3 838 033) |
| Transport | 4 | (31 387 801) | (34 803 746) | (6 038 816) | (40 842 562) |
| Hygiène du milieu | 5 | (18 894 359) | (16 540 014) | () | (16 540 014) |
| Santé et bien-être | 6 | () | () | () | () |
| Aménagement, urbanisme et développement | 7 | (1 212 595) | (2 330 324) | () | (2 330 324) |
| Loisirs et culture | 8 | (18 843 766) | (8 095 345) | (148 985) | (8 244 330) |
| Réseau d'électricité | 9 | (1 000 998) | (4 317 057) | () | (4 317 057) |
| | 10 | (80 283 599) | (70 507 454) | (6 187 801) | (76 695 255) |
| Propriétés destinées à la revente | | | | | |
| Acquisition | 11 | () | (1 040 018) | (8 108) | (1 048 126) |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | | |
| Émission ou acquisition | 12 | (490 000) | (214 999) | (65 735) | (149 264) |
| Financement | | | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 13 | 58 106 743 | 62 405 394 | 537 950 | 62 943 344 |
| Affectations | | | | | |
| Activités de fonctionnement | 14 | 2 164 474 | 559 020 | 186 677 | 745 697 |
| Excédent accumulé | | | | | |
| Excédent de fonctionnement non affecté | 15 | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 16 | | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 17 | 1 658 371 | 1 337 701 | | 1 337 701 |
| | 18 | 3 822 845 | 1 896 721 | 186 677 | 2 083 398 |
| | 19 | (18 844 011) | (7 460 356) | (5 405 547) | (12 865 903) |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | | | | | |
| | 20 | (2 419 601) | 9 939 788 | (1 248 553) | 8 691 235 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | | 2017 | Administration municipale | Administration municipale | 2018 | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé¹ |
|---|----|-----------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------|---|--|
| | | | Redressé note 22 | | | | |
| ACTIFS FINANCIERS | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 6 611 663 | | 27 605 001 | 20 095 047 | | 47 700 048 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 115 166 499 | | 115 110 189 | 22 616 946 | | 136 662 631 |
| Prêts (note 6) | 3 | 1 701 192 | | 1 609 208 | | | 1 609 208 |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 75 000 | | 75 000 | | | 75 000 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | | | 1 029 101 | | 1 029 101 |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 6 | | | | | | |
| Autres actifs financiers (note 9) | 7 | | | | | | |
| | 8 | 123 554 354 | | 144 399 398 | 43 741 094 | | 187 075 988 |
| PASSIFS | | | | | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | | | 1 445 490 | | 1 445 490 |
| Emprunts temporaires (note 10) | 10 | | | | 3 000 000 | | 3 000 000 |
| Créditeurs et charges à payer (note 11) | 11 | 58 467 063 | | 60 221 769 | 5 860 129 | | 65 017 394 |
| Revenus reportés (note 12) | 12 | 12 641 851 | | 10 880 706 | 9 406 777 | | 20 287 483 |
| Dette à long terme (note 13) | 13 | 448 623 642 | | 481 465 964 | 37 199 499 | | 518 665 463 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 14 | 65 827 700 | | 64 864 500 | | | 64 864 500 |
| | 15 | 585 560 256 | | 617 432 939 | 56 911 895 | | 673 280 330 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14) | 16 | (462 005 902) | | (473 033 541) | (13 170 801) | | (486 204 342) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | | | | | |
| Immobilisations (note 15) | 17 | 1 117 327 804 | | 1 129 283 216 | 63 845 163 | | 1 193 128 379 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 18 | | | | 4 793 853 | | 4 793 853 |
| Stocks de fournitures | 19 | 3 640 761 | | 3 311 830 | 786 493 | | 4 098 323 |
| Autres actifs non financiers (note 17) | 20 | 878 102 | | 904 196 | 731 858 | | 1 636 054 |
| | 21 | 1 121 846 667 | | 1 133 499 242 | 70 157 367 | | 1 203 656 609 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | | | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 22 | 1 863 355 | | 3 725 477 | 4 505 615 | | 8 231 092 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 23 | 1 000 000 | | 1 650 000 | 6 617 685 | | 8 267 685 |
| Réserves financières et fonds réservés | 24 | 5 807 617 | | 8 412 954 | 179 047 | | 8 592 001 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 25 | (129 052 479) | | (125 416 431) | | | (125 416 431) |
| Financement des investissements en cours | 26 | (4 320 564) | | 5 367 796 | (945 241) | | 4 422 555 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 27 | 784 542 836 | | 766 725 905 | 46 629 460 | | 813 355 365 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 28 | | | | | | |
| | 29 | 659 840 765 | | 660 465 701 | 56 986 566 | | 717 452 267 |

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|----|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| Rémunération | 1 | 103 066 803 | 102 603 053 | 118 055 438 | 110 537 023 |
| Charges sociales | 2 | 31 805 131 | 31 737 739 | 35 070 812 | 37 456 065 |
| Biens et services | 3 | 97 699 741 | 106 008 167 | 122 821 295 | 105 746 159 |
| Frais de financement | | | | | |
| Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge | | | | | |
| De l'organisme municipal | 4 | 13 053 101 | 12 354 729 | 12 354 729 | 10 864 456 |
| D'autres organismes municipaux | 5 | | | 966 267 | 174 453 |
| Du gouvernement du Québec et ses entreprises | 6 | 1 337 799 | 1 342 085 | 1 561 415 | 1 530 111 |
| D'autres tiers | 7 | | | | |
| Autres frais de financement | 8 | 5 192 100 | 4 512 108 | 4 575 859 | 5 965 478 |
| Contributions à des organismes | | | | | |
| Organismes municipaux | | | | | |
| Quotes-parts | 9 | 11 309 000 | 11 789 000 | | |
| Transferts | 10 | | | | |
| Autres | 11 | | | | |
| Autres organismes | | | | | |
| Transferts | 12 | 1 235 000 | 6 047 406 | 6 123 136 | 3 205 131 |
| Autres | 13 | 24 280 685 | 27 918 038 | 18 308 188 | 31 862 851 |
| Amortissement des immobilisations | 14 | 54 382 158 | 57 675 285 | 62 418 225 | 57 693 281 |
| Autres | | | | | |
| - Réclamation de dommages | 15 | 565 000 | 495 340 | 495 340 | 2 428 105 |
| - Autres | 16 | 5 836 800 | 1 464 493 | 1 464 493 | 1 082 742 |
| - | 17 | | | | |
| | 18 | 349 763 318 | 363 947 443 | 384 215 197 | 368 545 855 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|--|----|-----------|--------|
| RÉSULTATS | | | |
| Revenus | | | |
| Revenus sur les placements de portefeuille | 1 | | |
| Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement | 2 | 65 599 | 61 819 |
| Autres revenus | 3 | 54 535 | 28 207 |
| | 4 | 120 134 | 90 026 |
| Charges | | | |
| Créances douteuses | | | |
| Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 5 | 130 657 | 1 787 |
| Variation de la provision pour moins-value | 6 | (169 662) | 35 334 |
| | 7 | (39 005) | 37 121 |
| Autres charges | 8 | | |
| | 9 | (39 005) | 37 121 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 10 | 159 139 | 52 905 |

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

| | | | |
|--|----|-------------|-------------|
| Actifs | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 11 | 2 981 874 | 2 756 295 |
| Placements de portefeuille | 12 | | |
| Débiteurs | 13 | 59 381 | 33 837 |
| Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 14 | 901 655 | 1 163 301 |
| Provision pour moins-value | 15 | (135 242) | (304 904) |
| | 16 | 766 413 | 858 397 |
| | 17 | 3 807 668 | 3 648 529 |
| Passifs | | | |
| Créditeurs et charges à payer | 18 | | |
| Revenus reportés | 19 | | |
| Dettes à long terme | 20 | 3 566 757 | 3 566 757 |
| | 21 | 3 566 757 | 3 566 757 |
| Solde du Fonds local d'investissement | 22 | 240 911 | 81 772 |

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

| | | | |
|-------------------------------------|----|-----------|-----------|
| Libres | 23 | 2 854 374 | 2 518 795 |
| Supportant les engagements de prêts | 24 | 127 500 | 237 500 |
| Supportant les garanties de prêts | 25 | | |
| | 26 | 2 981 874 | 2 756 295 |

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises comportent différentes modalités de recouvrement, notamment des moratoires pouvant atteindre jusqu'à six mois, une période maximale de remboursement de sept ans et des intérêts à des taux variant de 4 % à 9 %.

Note sur la dette à long terme

Emprunt, sans intérêts, remboursable selon les modalités suivantes:

- un premier versement le 1er juin 2020 égal au solde du prêt consenti et non encore investi par le Fonds local d'investissement au 31 décembre 2019;

- à compter du 1er juin 2021, cinq versements annuels, chaque versement étant égal aux sommes reçues par la Ville durant la période de douze mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par le Fonds local d'investissement;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

- un versement le 1er juin 2026 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du Fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

En vertu de ces modalités de remboursement, les montants correspondant aux pertes approuvées par le MESI sur les prêts ne seront pas remboursables.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers 4 entreprises pour un montant totalisant 127 500 \$ au 31 décembre 2018

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus sont constitués des intérêts bancaires

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

| | |
|--|---|
| Revenus sur les placements de portefeuille | 1 |
| Revenus sur les prêts aux entreprises | 2 |
| Autres revenus | 3 |
| | 4 |

Charges

| | |
|--|----|
| Créances douteuses | |
| Radiation de prêts | 5 |
| Variation de la provision pour moins-value | 6 |
| | 7 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 8 |
| Autres charges | 9 |
| | 10 |

| | |
|---|-----------|
| Excédent (déficit) de l'exercice | 11 |
|---|-----------|

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

| | |
|---|--|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 12 |
| Placements de portefeuille | 13 |
| Débiteurs | 14 |
| Prêts aux entreprises | 15 |
| Provision pour moins-value | 16 () () |
| | 17 |
| | 18 |

Passifs

| | |
|-------------------------------|----|
| Créditeurs et charges à payer | 19 |
| Revenus reportés | 20 |
| Dette à long terme | 21 |
| | 22 |

Solde du Fonds local de solidarité

| | |
|--|----|
| Excédent affecté aux prêts aux entreprises | 23 |
| Excédent (déficit) non affecté | 24 |
| | 25 |

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

| | |
|-------------------------------------|----|
| Libres | 26 |
| Supportant les engagements de prêts | 27 |
| | 28 |

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|--|-----------|--------|
| RÉSULTATS | | |
| Revenus | | |
| Revenus provenant de la gestion foncière | 1 30 054 | 28 612 |
| Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier | 2 8 732 | 13 477 |
| Autres revenus | 3 | |
| | 4 38 786 | 42 089 |
| Charges | | |
| Frais de gestion | | |
| Salaires | 5 | |
| Créances douteuses | 6 | |
| Autres frais de gestion | 7 38 786 | 42 089 |
| | 8 38 786 | 42 089 |
| Activités et projets de mise en valeur du territoire | | |
| - | 9 | |
| - | 10 | |
| - | 11 | |
| - | 12 | |
| - | 13 | |
| - | 14 | |
| | 15 | |
| | 16 38 786 | 42 089 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 17 | |

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

| | | |
|---|------------|-------|
| Actifs | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 18 | |
| Placements de portefeuille | 19 | |
| Débiteurs | 20 6 102 | 5 979 |
| Provision pour créances douteuses | 21 () () | |
| | 22 6 102 | 5 979 |
| Autres | 23 | |
| | 24 6 102 | 5 979 |
| Passifs | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 25 | |
| Créditeurs et charges à payer | 26 6 102 | 5 979 |
| Revenus reportés | | |
| Provenant de la gestion foncière | 27 | |
| Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier | 28 | |
| Autres | 29 | |
| Autres | 30 | |
| | 31 6 102 | 5 979 |
| Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 32 | |

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | | 2018 | 2017 |
|--|----|-----------------|-----------------|
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 1 | 8 231 092 | 2 398 008 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | 8 267 685 | 1 000 000 |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 8 592 001 | 5 976 289 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 4 | (125 416 431) | (129 052 479) |
| Financement des investissements en cours | 5 | 4 422 555 | (3 658 765) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 6 | 813 355 365 | 812 899 906 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 7 | | |
| | 8 | 717 452 267 | 689 562 959 |
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | | | |
| Administration municipale | 9 | 3 725 477 | 1 863 355 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 10 | 4 505 615 | 534 653 |
| | 11 | 8 231 092 | 2 398 008 |
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| - Énergie et déneigement | 12 | 1 650 000 | 1 000 000 |
| - | 13 | | |
| - | 14 | | |
| - | 15 | | |
| - | 16 | | |
| - | 17 | | |
| - | 18 | | |
| - | 19 | | |
| - | 20 | | |
| | 21 | 1 650 000 | 1 000 000 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | | | |
| - Conseil des arts | 22 | 333 772 | |
| - Diffusion Saguenay | 23 | 470 000 | |
| - Promotion Saguenay | 24 | 5 813 913 | |
| | 25 | 6 617 685 | |
| | 26 | 8 267 685 | 1 000 000 |
| Réserves financières et fonds réservés | | | |
| Réserves financières - Administration municipale | | | |
| - Réserve auto-assurance | 27 | 1 080 370 | 1 036 147 |
| - Réserve infrastructure | 28 | 1 009 500 | 500 000 |
| - Réserve Hydro-Jonquière | 29 | 1 009 500 | 500 000 |
| - Réserve entente culturelle | 30 | 309 259 | |
| - Réserve matières résiduelles | 31 | 500 000 | |
| | 32 | 3 908 629 | 2 036 147 |
| Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats | | | |
| - | 33 | | |
| - | 34 | | |
| - | 35 | | |
| | 36 | | |
| Fonds réservés | | | |
| Fonds de roulement | | | |
| Administration municipale | 37 | 856 350 | 383 857 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 38 | | |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | | | |
| Montant réservé pour le service de la dette à long terme | | | |
| Administration municipale | 39 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 40 | 179 047 | 168 672 |
| Montant non réservé | | | |
| Administration municipale | 41 | 266 848 | 379 358 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 42 | | |
| Fonds local d'investissement | 43 | 3 041 254 | 2 790 132 |
| Fonds local de solidarité | 44 | | |
| Autres | | | |
| - Fonds de logement social | 45 | 334 479 | 209 729 |
| - Fonds Conseil des arts | 46 | 5 394 | 8 394 |
| | 47 | 4 683 372 | 3 940 142 |
| | 48 | 8 592 001 | 5 976 289 |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|---|--------------------|-----------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | | |
| Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables | | |
| Avantages sociaux futurs | | |
| Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | 49 (1 254 100) | (1 254 100) |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 50 (18 075 400) | (18 075 400) |
| Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | | |
| Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 | 51 (14 896 800) | (18 620 900) |
| Autres | 52 (137 900) | (88 300) |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 53 (10 336 000) | (9 935 300) |
| | 54 (44 700 200) | (47 974 000) |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 55 () | () |
| Assainissement des sites contaminés | 56 () | () |
| Appariement fiscal pour revenus de transfert | 57 (3 270 000) | (3 850 000) |
| Autres | 58 () | () |
| - | 59 () | () |
| | 60 (47 970 200) | (51 824 000) |
| Mesures d'allègement fiscal transitoires | | |
| Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000 | | |
| Salaires et avantages sociaux | 61 (92 639) | (185 264) |
| Intérêts sur la dette à long terme | 62 () | () |
| Mesures relatives à la TVQ | | |
| Utilisation du fonds général | 63 () | () |
| Utilisation du fonds de roulement | 64 () | () |
| Mesure relative aux frais reportés | 65 () | () |
| Autres | 66 () | () |
| - | 67 () | () |
| | 68 (92 639) | (185 264) |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | | |
| Mesure transitoire relative à la TVQ | 69 (4 133 100) | (4 712 400) |
| Frais d'émission de la dette à long terme | 70 () | () |
| Dette à long terme liée au FLI et au FLS | 71 (3 566 757) | (3 566 757) |
| Autres | 72 (71 688 094) | (71 748 770) |
| - Autres financements | 73 () | () |
| | 74 (79 387 951) | (80 027 927) |
| Éléments présentés à l'encontre des DCTP | | |
| Financement des activités de fonctionnement | 75 1 267 946 | 2 126 315 |
| Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement | 76 | |
| Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS | 77 766 413 | 858 397 |
| Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement | 78 | |
| Autres | 79 | |
| - | 80 2 034 359 | 2 984 712 |
| | 81 (125 416 431) | (129 052 479) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|--|-----------------------|---------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Financement des investissements en cours | | |
| Financement non utilisé | 82 12 691 456 | 8 229 198 |
| Investissements à financer | 83 (8 268 901) (| 11 887 963) |
| | 84 4 422 555 | (3 658 765) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | | |
| Éléments d'actif | | |
| Immobilisations | 85 1 193 128 379 | 1 151 191 647 |
| Propriétés destinées à la revente | 86 4 793 853 | |
| Prêts | 87 1 609 208 | 1 701 192 |
| Placements de portefeuille à titre d'investissement | 88 75 000 | 75 000 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 89 1 029 101 | 1 094 836 |
| | 90 1 200 635 541 | 1 154 062 675 |
| Ajustements aux éléments d'actif | 91 (766 413) | (858 397) |
| | 92 1 199 869 128 | 1 153 204 278 |
| Éléments de passif correspondant | | |
| Dettes à long terme | 93 (518 665 463) (| 464 409 884) |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | 94 (3 271 865) (| 2 970 895) |
| Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme | 95 59 864 702 | 58 376 805 |
| Dettes aux fins des activités de fonctionnement | 96 75 558 863 | 68 699 602 |
| Autres dettes n'affectant pas l'investissement net | 97 | |
| | 98 (386 513 763) (| 340 304 372) |
| Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif | 99 () (|) |
| | 100 (386 513 763) (| 340 304 372) |
| | 101 813 355 365 | 812 899 906 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

| | Régimes de retraite enregistrés | Régimes supplémentaires de retraite |
|--|------------------------------------|---|
| Nombre de régimes à la fin de l'exercice | 1 2 | 2 2 |

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIMES DE RETRAITE ENREGISTRÉS

La Ville de Saguenay offre à ses employés deux régimes de retraite enregistrés auprès de Retraite Québec : celui du groupe des cols bleus, des cols blancs et des cadres et celui des pompiers et des policiers. Ces régimes sont capitalisés et prévoient le versement de prestations calculées en fonction d'un nombre d'années de service reconnues et d'un pourcentage préétabli (2 %) de la rémunération admissible (salaire final moyen), entre autres. De plus, des prestations de raccordement sont prévues aux régimes.

Ces régimes ont chacun deux volets : le service antérieur au 1er janvier 2013 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2012 (volet courant) pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et le service antérieur au 1er janvier 2014 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2013 (volet courant) pour le régime des pompiers et des policiers.

Dans les deux régimes, les paramètres du volet courant sont les mêmes pour les groupes d'employés qui en font partie. Quant au volet antérieur, les paramètres diffèrent dans les deux régimes et d'un groupe à l'autre à l'intérieur d'un même régime. Certains changements s'appliquent dès le 1er janvier 2013 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et au 1er janvier 2014 pour le régime des pompiers et des policiers.

Le 31 décembre 2016 est la date de l'évaluation actuarielle la plus récente pour ces deux régimes.

RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Régime d'appoint

Pour certains cadres, ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et la rente effectivement payable par le régime de base.

Rentes payables par la Ville

Ce programme est constitué des rentes payables directement par les fonds de la Ville à la suite du programme de départ assisté (PDA) de 2007.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | <u>2018</u> | <u>2017</u> |
|---|------------------------------------|---------------------------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 3 (37 817 000) | (35 976 600) |
| Charge de l'exercice | 4 (17 409 800) | (20 677 700) |
| Cotisations versées par l'employeur | 5 18 773 700 | 18 837 300 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 6 <u>(36 453 100)</u> | <u>(37 817 000)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 7 547 018 500 | 529 586 000 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 8 (<u>599 707 000</u>) | (<u>586 912 800</u>) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 9 (52 688 500) | (57 326 800) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 10 <u>16 235 400</u> | <u>19 509 800</u> |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value | 11 (36 453 100) | (37 817 000) |
| Provision pour moins-value | 12 (<u> </u>) | (<u> </u>) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 13 <u>(36 453 100)</u> | <u>(37 817 000)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes en cause | 14 <u>4</u> | <u>4</u> |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 15 <u>547 018 500</u> | <u>529 586 000</u> |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 16 (<u>599 707 000</u>) | (<u>586 912 800</u>) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 17 (<u>52 688 500</u>) | (<u>57 326 800</u>) |
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 18 19 435 300 | 22 232 000 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 19 <u>19 435 300</u> | <u>22 232 000</u> |
| Cotisations salariales des employés | 20 (10 061 100) | (12 454 900) |
| Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 21 (<u> </u>) | (<u> </u>) |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 22 9 374 200 | 9 777 100 |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 23 4 404 000 | 5 888 500 |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 24 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 25 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 26 | |
| Autres | 27 | |
| - | 28 | |
| - | 29 | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 30 <u>13 778 200</u> | <u>15 665 600</u> |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 31 33 651 000 | 33 014 500 |
| Rendement espéré des actifs | 32 (30 019 400) | (28 002 400) |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 33 <u>3 631 600</u> | <u>5 012 100</u> |
| Charge de l'exercice | 34 <u>17 409 800</u> | <u>20 677 700</u> |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|---|-------------------|----------------|
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 36 20 089 000 | 30 946 900 |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 37 (30 019 400) | (28 002 400) |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 38 (9 930 400) | 2 944 500 |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 39 8 800 800 | 17 298 200 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 40 31 491 300 | 29 580 900 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7) | 41 534 785 800 | 547 122 700 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 42 | |
| Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8 | 43 | |
| Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 | | |
| Pour la réserve de restructuration | 44 | |
| Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED | 45 98 000 | 1 962 800 |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 46 14 | 14 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 47 5,84 % | 5,79 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 48 5,79 % | 5,74 % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 49 2,75 % | 2,75 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 50 2,50 % | 2,50 % |
| Autres hypothèses économiques | | |
| - | 51 | |
| - | 52 | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

| | | Régimes d'avantages complémentaires de retraite | | Autres avantages sociaux futurs |
|--|----|---|----|------------------------------------|
| Nombre de régimes à la fin de l'exercice | 53 | 1 | 54 | |

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE

Ce régime est accessible aux retraités à partir de 50 ans. Les garanties couvrent en partie l'assurance-vie de base, l'assurance décès ou mutilation par accident, l'assurance-vie des personnes à charge, l'assurance maladie et l'assurance soins dentaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | <u>2018</u> | <u>2017</u> |
|---|--------------------------|-----------------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 55 (28 010 700) | (27 113 500) |
| Charge de l'exercice | 56 (1 056 500) | (1 435 500) |
| Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur | 57 655 800 | 538 300 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 58 <u>(28 411 400)</u> | <u>(28 010 700)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 59 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 60 (23 805 400) | (24 304 700) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 61 (23 805 400) | (24 304 700) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 62 (4 606 000) | (3 706 000) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value | 63 (28 411 400) | (28 010 700) |
| Provision pour moins-value | 64 () | () |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 65 <u>(28 411 400)</u> | <u>(28 010 700)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes et avantages en cause | 66 <u>1</u> | <u>1</u> |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 67 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 68 (23 805 400) | (24 304 700) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 69 <u>(23 805 400)</u> | <u>(24 304 700)</u> |
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 70 731 300 | 814 100 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 71 <u>731 300</u> | <u>146 200</u> |
| Cotisations salariales des employés | 72 731 300 | 960 300 |
| Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 73 () | () |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 74 () | () |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) | 75 731 300 | 960 300 |
| lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 76 (490 200) | (229 800) |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 77 | (146 200) |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 78 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 79 | |
| | 80 | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|--|---------------------|------------------|
| Autres | | |
| - | 81 | |
| - | 82 | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 83 <u>241 100</u> | <u>584 300</u> |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 84 815 400 | 851 200 |
| Rendement espéré des actifs | 85 () | () |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 86 <u>815 400</u> | <u>851 200</u> |
| Charge de l'exercice | 87 <u>1 056 500</u> | <u>1 435 500</u> |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 88 | |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 89 () | () |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 90 | |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 91 1 390 200 | 3 385 100 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 92 655 800 | 538 300 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59) | 93 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 94 | |
| Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60 | 95 | |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 96 13 | 13 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 97 3,60 % | 3,30 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 98 0,00 % | 0,00 % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 99 2,75 % | 2,75 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 100 % | % |
| Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 101 5,54 % | 5,62 % |
| Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 102 4,00 % | 4,00 % |
| Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice) | 103 2 036 | 2 036 |
| Autres hypothèses économiques | | |
| - | 104 | |
| - | 105 | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 4

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Société de transport du Saguenay participent à des régimes à cotisations déterminées qui prévoient le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec des intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La charge de la Société correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice. La Société n'a aucune obligation relative aux régimes autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle des employés correspond à un montant variant de 4,5 % à 7 % de leur salaire et la Société doit verser un montant représentant 7 % à 10,5 % du salaire des employés.

Description du régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM)

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM). Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement, établissant le RPSMCM, détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un % fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2015, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 7 840 000 \$. La part de ce déficit dont la Ville de Saguenay est responsable est de 760 430 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|---|-------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Cotisations de l'employeur | | |
| Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités | 107 82 103 | 90 477 |
| Régime volontaire d'épargne-retraite | 108 | |
| Régime de retraite simplifié | 109 | |
| Régime de retraite par financement salarial | 110 | |
| Autres régimes | 111 670 501 | 634 236 |
| | 112 752 604 | 724 713 |

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Saguenay offre à certains de ses salariés des REER individuels. Les cotisations de l'employeur pour ces régimes correspondent à 10 % du salaire des employés.

| | 2018 | 2017 |
|-----------------------------|-------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Cotisations de l'employeur | 114 45 236 | 69 190 |

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

| | 2018 | 2017 |
|---|-------------|-------------|
| Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice | 115 16 | 16 |

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

| | | 2018 | 2017 |
|--|-----|----------------|----------------|
| Cotisations des élus au RREM | 116 | <u>55 935</u> | <u>48 604</u> |
| Charge de l'exercice | | | |
| Contributions de l'employeur au RREM | 117 | 189 163 | 163 795 |
| Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM | 118 | <u>76 362</u> | <u>72 892</u> |
| | 119 | <u>265 525</u> | <u>236 687</u> |

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|-------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations | |
| TAXES | 2018 | 2018 | 2018 | 2017 | |
| SUR LA VALEUR FONCIÈRE | | | | | |
| Taxes générales | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 198 018 000 | 198 308 623 | 198 308 623 | 192 022 477 |
| Taxes spéciales | | | | | |
| Service de la dette | 2 | | | | |
| Activités de fonctionnement | 3 | | | | |
| Activités d'investissement | 4 | | | | |
| Taxes de secteur | | | | | |
| Taxes spéciales | | | | | |
| Service de la dette | 5 | 550 | 550 | 550 | 864 |
| Activités de fonctionnement | 6 | | | | |
| Activités d'investissement | 7 | | | | |
| Autres | 8 | | | | |
| | 9 | 198 018 550 | 198 309 173 | 198 309 173 | 192 023 341 |
| SUR UNE AUTRE BASE | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | |
| Services municipaux | | | | | |
| Eau | 10 | 13 162 500 | 13 247 503 | 13 247 503 | 12 096 110 |
| Égout | 11 | 11 262 700 | 11 265 097 | 11 265 097 | 10 511 589 |
| Traitement des eaux usées | 12 | | | | |
| Matières résiduelles | 13 | 10 937 400 | 10 927 909 | 10 927 909 | 10 168 020 |
| Autres | | | | | |
| - Centre - ville | 14 | 39 200 | 38 623 | 38 623 | 38 975 |
| - Zone Talbot | 15 | 103 000 | 98 930 | 98 930 | 96 720 |
| - | 16 | | | | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | 900 000 | 885 709 | 885 709 | 899 653 |
| Service de la dette | 18 | 26 000 | 25 971 | 25 971 | 28 345 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | | | | |
| Activités de fonctionnement | 20 | | 72 154 | 72 154 | 13 198 |
| Activités d'investissement | 21 | | | | |
| | 22 | 36 430 800 | 36 561 896 | 36 561 896 | 33 852 610 |
| Taxes d'affaires | | | | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | | | | |
| Autres | 24 | | | | |
| | 25 | | | | |
| | 26 | 36 430 800 | 36 561 896 | 36 561 896 | 33 852 610 |
| | 27 | 234 449 350 | 234 871 069 | 234 871 069 | 225 875 951 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES | | | | |
| GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 28 | 1 450 000 | 1 513 579 | 1 554 590 |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 29 | 58 500 | 59 400 | 57 666 |
| Taxes d'affaires | 30 | | | |
| Compensations pour les terres publiques | 31 | 80 300 | 80 335 | 80 335 |
| | 32 | 1 588 800 | 1 653 314 | 1 692 591 |
| Immeubles des réseaux | | | | |
| Santé et services sociaux | 33 | 3 636 675 | 3 755 206 | 3 546 864 |
| Cégeps et universités | 34 | 3 219 485 | 3 322 354 | 3 076 428 |
| Écoles primaires et secondaires | 35 | 4 084 155 | 4 204 764 | 3 988 609 |
| | 36 | 10 940 315 | 11 282 324 | 10 611 901 |
| Autres immeubles | | | | |
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 37 | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 38 | | | |
| Taxes d'affaires | 39 | | | |
| | 40 | | | |
| | 41 | 12 529 115 | 12 935 638 | 12 304 492 |
| GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 42 | 5 935 000 | 5 884 241 | 5 771 339 |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 43 | 192 650 | 198 594 | 181 152 |
| Taxes d'affaires | 44 | | | |
| | 45 | 6 127 650 | 6 082 835 | 5 952 491 |
| ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 46 | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 47 | | | |
| | 48 | | | |
| AUTRES | | | | |
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 49 | 3 507 000 | 3 508 239 | 3 407 381 |
| Autres | 50 | 254 960 | 258 611 | 309 260 |
| | 51 | 3 761 960 | 3 766 850 | 3 716 641 |
| | 52 | 22 418 725 | 22 785 323 | 21 973 624 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| TRANSFERTS | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT | | | | |
| Administration générale | 53 | 77 449 | 77 449 | 83 827 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 54 | | | |
| Sécurité incendie | 55 | | | |
| Sécurité civile | 56 | 28 191 | 28 191 | 2 272 |
| Autres | 57 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 58 | 1 317 430 | 240 396 | 264 290 |
| Enlèvement de la neige | 59 | | | |
| Autres | 60 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 61 | | 733 621 | 665 339 |
| Transport adapté | 62 | | 1 750 491 | 1 706 352 |
| Transport scolaire | 63 | | | |
| Autres | 64 | | | |
| Transport aérien | 65 | | | |
| Transport par eau | 66 | 1 171 285 | 22 649 | 47 418 |
| Autres | 67 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 68 | 474 688 | 179 597 | 83 454 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 69 | 859 991 | 235 381 | 277 218 |
| Traitement des eaux usées | 70 | 54 020 | 30 029 | 4 120 |
| Réseaux d'égout | 71 | 262 746 | 85 533 | 81 014 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 72 | 1 350 000 | 1 230 075 | 1 427 057 |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 73 | | | |
| Tri et conditionnement | 74 | | | |
| Autres | 75 | | | |
| Autres | 76 | | | |
| Cours d'eau | 77 | | | |
| Protection de l'environnement | 78 | | | |
| Autres | 79 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 80 | | | |
| Sécurité du revenu | 81 | | | |
| Autres | 82 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 83 | | 55 750 | |
| Rénovation urbaine | 84 | 14 675 | 1 666 020 | 805 389 |
| Promotion et développement économique | 85 | | 2 478 987 | |
| Autres | 86 | | 130 445 | 133 995 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 87 | 2 337 050 | 390 470 | 436 539 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 88 | 635 360 | 602 289 | 500 937 |
| Autres | 89 | 724 150 | 333 027 | 268 577 |
| Réseau d'électricité | 90 | | | |
| | 91 | 9 201 395 | 5 307 301 | 6 787 798 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT | | | | |
| Administration générale | 92 | | | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 93 | | | |
| Sécurité incendie | 94 | | | |
| Sécurité civile | 95 | | | |
| Autres | 96 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 97 | 1 224 728 | 1 224 728 | 4 966 892 |
| Enlèvement de la neige | 98 | | | |
| Autres | 99 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 100 | | 4 222 729 | 4 239 214 |
| Transport adapté | 101 | | | |
| Transport scolaire | 102 | | | |
| Autres | 103 | | | |
| Transport aérien | 104 | | | |
| Transport par eau | 105 | 1 395 371 | 1 395 371 | |
| Autres | 106 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 107 | 1 446 673 | 496 523 | 1 530 970 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 108 | 3 255 015 | 2 013 855 | 3 033 574 |
| Traitement des eaux usées | 109 | 120 556 | 549 721 | 1 695 003 |
| Réseaux d'égout | 110 | 1 205 562 | 4 837 304 | 2 541 477 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 111 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 112 | | | |
| Tri et conditionnement | 113 | | | |
| Autres | 114 | | | |
| Autres | 115 | | | |
| Cours d'eau | 116 | | | |
| Protection de l'environnement | 117 | 174 005 | 174 005 | |
| Autres | 118 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 119 | | | |
| Sécurité du revenu | 120 | | | |
| Autres | 121 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 122 | | | |
| Rénovation urbaine | 123 | | | |
| Promotion et développement économique | 124 | | | |
| Autres | 125 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 126 | 649 246 | 649 246 | 2 378 476 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 127 | | | |
| Autres | 128 | 151 260 | 151 260 | 100 000 |
| Réseau d'électricité | 129 | | | |
| | 130 | 6 027 806 | 11 492 013 | 20 485 606 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS DE DROIT | | | | |
| Regroupement municipal et réorganisation municipale | 131 | | | |
| Péréquation | 132 | | | |
| Neutralité | 133 | | | |
| Partage des redevances sur les ressources naturelles | 134 | | | |
| Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables | 135 | 3 040 000 | 3 886 581 | 3 134 211 |
| Fonds de développement des territoires | 136 | 1 055 985 | 1 255 664 | 1 880 809 |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation | 137 | | 2 793 757 | 2 802 735 |
| Partage des revenus du cannabis | 138 | | | |
| Autres | 139 | 700 000 | 690 480 | 635 067 |
| | 140 | 4 795 985 | 5 832 725 | 8 452 822 |
| TOTAL DES TRANSFERTS | 141 | 20 025 186 | 22 632 039 | 35 726 226 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| SERVICES RENDUS | | | | |
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffes et application de la loi | 142 | | | |
| Évaluation | 143 | | | |
| Autres | 144 | | | |
| | 145 | | | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 146 | 190 285 | 454 406 | 228 881 |
| Sécurité incendie | 147 | | 12 758 | 44 970 |
| Sécurité civile | 148 | | | |
| Autres | 149 | | | |
| | 150 | 190 285 | 467 164 | 273 851 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 151 | | | |
| Enlèvement de la neige | 152 | | | |
| Autres | 153 | | | |
| Transport collectif | 154 | | | |
| Autres | 155 | | | |
| | 156 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 157 | 5 700 | 5 852 | 5 759 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 158 | | | |
| Traitement des eaux usées | 159 | | | |
| Réseaux d'égout | 160 | | | |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 161 | 45 000 | 33 828 | 471 510 |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 162 | 880 000 | 959 132 | 736 509 |
| Tri et conditionnement | 163 | | | |
| Autres | 164 | | | |
| Autres | 165 | | | |
| Cours d'eau | 166 | | | |
| Protection de l'environnement | 167 | | | |
| Autres | 168 | | | |
| | 169 | 930 700 | 998 812 | 1 213 778 |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 170 | | | |
| Autres | 171 | | | |
| | 172 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 173 | | | |
| Rénovation urbaine | 174 | | | |
| Promotion et développement économique | 175 | | | |
| Autres | 176 | | | |
| | 177 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 178 | | | |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 179 | | | |
| Autres | 180 | | | |
| | 181 | | | |
| Réseau d'électricité | 182 | | | |
| | 183 | 1 120 985 | 1 465 976 | 1 487 629 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| SERVICES RENDUS (suite) | | | | |
| AUTRES SERVICES RENDUS | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 184 | 2 000 | 2 784 | 1 772 |
| Évaluation | 185 | 25 000 | 26 341 | 25 713 |
| Autre | 186 | 667 000 | 869 257 | 724 327 |
| | 187 | 694 000 | 898 382 | 751 812 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 188 | 540 000 | 2 828 805 | 1 342 813 |
| Sécurité incendie | 189 | 75 000 | 94 184 | 66 284 |
| Sécurité civile | 190 | | | |
| Autres | 191 | | | |
| | 192 | 615 000 | 2 922 989 | 1 409 097 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 193 | 255 800 | 383 772 | 256 679 |
| Enlèvement de la neige | 194 | 230 000 | 266 312 | 266 931 |
| Autres | 195 | 210 000 | 461 675 | 425 029 |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 196 | | 3 400 820 | 3 413 491 |
| Transport adapté | 197 | | 184 501 | 179 375 |
| Transport scolaire | 198 | | 394 038 | |
| Autres | 199 | 894 000 | 1 182 987 | 1 470 052 |
| Autres | 200 | | | |
| | 201 | 1 589 800 | 2 294 746 | 6 011 557 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 202 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 203 | 300 000 | 389 288 | 299 392 |
| Traitement des eaux usées | 204 | | | |
| Réseaux d'égout | 205 | 55 000 | 66 416 | 54 839 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 206 | | | |
| Matières recyclables | 207 | | | |
| Autres | 208 | 125 000 | 482 890 | 307 254 |
| Cours d'eau | 209 | | | |
| Protection de l'environnement | 210 | | | |
| Autres | 211 | | 2 751 | 1 231 |
| | 212 | 480 000 | 941 345 | 662 716 |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 213 | | | |
| Sécurité du revenu | 214 | | | |
| Autres | 215 | | | |
| | 216 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 217 | 302 000 | 561 127 | 447 722 |
| Rénovation urbaine | 218 | | | |
| Promotion et développement économique | 219 | | | |
| Autres | 220 | | | |
| | 221 | 302 000 | 561 127 | 447 722 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 222 | 1 776 200 | 1 757 824 | 1 726 713 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 223 | 74 250 | 80 944 | 73 822 |
| Autres | 224 | 89 100 | 519 580 | 155 874 |
| | 225 | 1 939 550 | 2 358 348 | 1 956 409 |
| Réseau d'électricité | 226 | 49 294 000 | 49 868 479 | 48 047 726 |
| | 227 | 54 914 350 | 59 845 416 | 59 287 039 |
| TOTAL DES SERVICES RENDUS | 228 | 56 035 335 | 61 311 392 | 60 774 668 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| IMPOSITION DE DROITS | | | | |
| Licences et permis | 229 | 645 000 | 1 027 373 | 733 920 |
| Droits de mutation immobilière | 230 | 4 100 000 | 4 520 477 | 6 261 055 |
| Droits sur les carrières et sablières | 231 | 750 000 | 750 000 | 750 000 |
| Autres | 232 | 8 000 | 4 703 | 7 072 |
| | 233 | 5 503 000 | 6 302 553 | 7 752 047 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | | | |
| | 234 | 4 100 000 | 4 742 316 | 4 223 729 |
| REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE | | | | |
| | 235 | | 179 747 | 33 937 |
| AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS | | | | |
| | 236 | 2 035 000 | 3 371 255 | 2 741 004 |
| AUTRES REVENUS | | | | |
| Gain (perte) sur cession d'immobilisations | 237 | 370 000 | 503 876 | 2 135 285 |
| Produit de cession de propriétés destinées à la revente | 238 | | 1 040 018 | |
| Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements | 239 | | | |
| Contributions des promoteurs | 240 | 1 002 100 | 3 062 381 | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence | 241 | | | |
| Contributions des organismes municipaux | 242 | | | |
| Autres contributions | 243 | 150 000 | 356 022 | 56 227 |
| Redevances réglementaires | 244 | | | |
| Autres | 245 | | 3 594 135 | (249 726) |
| | 246 | 1 522 100 | 8 556 432 | 1 941 786 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | |
| | 247 | | | |

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--------------------------------------|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|-------------------|
| | | Budget 2018 | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2018 | Réalizations 2017 |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | | |
| Conseil | 1 | 4 555 898 | 4 281 189 | 156 931 | 4 438 120 | 4 427 007 | 5 564 955 |
| Greffe et application de la loi | 2 | 3 357 184 | 3 553 552 | 136 577 | 3 690 129 | 3 690 129 | 5 030 193 |
| Gestion financière et administrative | 3 | 18 334 084 | 12 402 738 | 556 452 | 12 959 190 | 12 959 190 | 14 440 610 |
| Évaluation | 4 | 2 459 025 | 2 330 683 | 40 122 | 2 370 805 | 2 370 805 | 2 180 016 |
| Gestion du personnel | 5 | 3 666 774 | 3 542 218 | 78 225 | 3 620 443 | 3 620 443 | 3 490 996 |
| Autres | | | | | | | |
| - Communication | 6 | 1 929 780 | 2 013 469 | 113 017 | 2 126 486 | 2 126 486 | 2 191 804 |
| - Autres | 7 | 2 152 815 | 2 212 482 | | 2 212 482 | 2 212 482 | 3 813 295 |
| | 8 | 36 455 560 | 30 336 331 | 1 081 324 | 31 417 655 | 31 406 542 | 36 711 869 |
| SÉCURITÉ PUBLIQUE | | | | | | | |
| Police | 9 | 35 769 482 | 37 684 241 | 1 987 765 | 39 672 006 | 39 658 313 | 38 080 575 |
| Sécurité incendie | 10 | 16 505 938 | 17 072 349 | 1 363 347 | 18 435 696 | 18 435 696 | 18 171 517 |
| Sécurité civile | 11 | | 17 969 | | 17 969 | 17 969 | 36 453 |
| Autres | 12 | 967 830 | 1 194 827 | | 1 194 827 | 1 194 827 | 932 813 |
| | 13 | 53 243 250 | 55 969 386 | 3 351 112 | 59 320 498 | 59 306 805 | 57 221 358 |
| TRANSPORT | | | | | | | |
| Réseau routier | | | | | | | |
| Voirie municipale | 14 | 11 199 531 | 11 776 553 | 14 738 642 | 26 515 195 | 26 515 195 | 25 360 118 |
| Enlèvement de la neige | 15 | 19 269 224 | 22 044 479 | 2 513 416 | 24 557 895 | 24 557 895 | 23 822 999 |
| Éclairage des rues | 16 | 2 361 513 | 2 702 169 | 51 590 | 2 753 759 | 2 753 759 | 2 371 942 |
| Circulation et stationnement | 17 | 2 089 729 | 2 110 229 | 652 470 | 2 762 699 | 2 762 699 | 2 785 756 |
| Transport collectif | | | | | | | |
| Transport en commun | 18 | 11 358 394 | 11 828 224 | | 11 828 224 | 24 577 540 | 23 048 853 |
| Transport aérien | 19 | 139 367 | 389 768 | 7 127 | 396 895 | 2 561 009 | 145 330 |
| Transport par eau | 20 | 952 598 | 860 102 | 826 652 | 1 686 754 | 3 186 008 | 1 526 142 |
| Autres | 21 | | | 5 200 | 5 200 | 5 200 | 5 200 |
| | 22 | 47 370 356 | 51 711 524 | 18 795 097 | 70 506 621 | 86 919 305 | 79 066 340 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|-------------------|
| | | Budget 2018 | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2018 | Réalizations 2017 |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| HYGIÈNE DU MILIEU | | | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 23 | 4 542 515 | 4 628 816 | 1 896 937 | 6 525 753 | 6 525 753 | 5 732 819 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 24 | 8 670 611 | 8 458 931 | 4 904 508 | 13 363 439 | 13 363 439 | 12 887 964 |
| Traitement des eaux usées | 25 | 3 431 968 | 3 659 085 | 4 757 731 | 8 416 816 | 8 416 816 | 9 146 470 |
| Réseaux d'égout | 26 | 2 967 181 | 2 857 724 | 5 134 872 | 7 992 596 | 7 992 596 | 7 763 799 |
| Matières résiduelles | | | | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | | | | | | | |
| Collecte et transport | 27 | 3 586 525 | 3 369 925 | 4 598 | 3 374 523 | 3 374 523 | 3 010 714 |
| Élimination | 28 | 5 010 690 | 3 671 202 | 216 861 | 3 888 063 | 3 888 063 | 6 601 237 |
| Matières recyclables | | | | | | | |
| Collecte sélective | | | | | | | |
| Collecte et transport | 29 | 1 909 885 | 2 035 936 | 36 854 | 2 072 790 | 2 072 790 | 1 812 817 |
| Tri et conditionnement | 30 | 1 846 684 | 2 002 715 | 1 496 846 | 3 499 561 | 3 499 561 | 3 066 192 |
| Matières organiques | | | | | | | |
| Collecte et transport | 31 | 1 221 518 | 1 682 660 | | 1 682 660 | 1 682 660 | 429 043 |
| Traitement | 32 | 65 066 | 74 190 | | 74 190 | 74 190 | 69 518 |
| Matériaux secs | 33 | 1 932 699 | 2 288 587 | 33 276 | 2 321 863 | 2 321 863 | 1 720 174 |
| Autres | 34 | | | | | | |
| Plan de gestion | 35 | | | | | | |
| Autres | 36 | | | | | | |
| Cours d'eau | 37 | | | | | | |
| Protection de l'environnement | 38 | 245 594 | 115 451 | 6 737 | 122 188 | 122 188 | 235 576 |
| Autres | 39 | | | | | | |
| | 40 | 35 430 936 | 34 845 222 | 18 489 220 | 53 334 442 | 53 334 442 | 52 476 323 |
| SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | | | | | | | |
| Logement social | 41 | 1 400 386 | 1 419 484 | | 1 419 484 | 1 419 484 | 1 648 438 |
| Sécurité du revenu | 42 | | | | | | |
| Autres | 43 | 686 062 | 639 083 | 4 935 | 644 018 | 644 018 | 954 471 |
| | 44 | 2 086 448 | 2 058 567 | 4 935 | 2 063 502 | 2 063 502 | 2 602 909 |
| AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT | | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 45 | 10 402 819 | 10 599 575 | 1 180 417 | 11 779 992 | 11 779 992 | 11 684 295 |
| Rénovation urbaine | | | | | | | |
| Biens patrimoniaux | 46 | | 567 955 | | 567 955 | 567 955 | 346 654 |
| Autres biens | 47 | | 4 085 499 | | 4 085 499 | 4 085 499 | 1 431 009 |
| Promotion et développement économique | | | | | | | |
| Industries et commerces | 48 | 10 492 339 | 10 310 469 | 2 130 | 10 312 599 | 8 329 540 | 13 289 935 |
| Tourisme | 49 | | 184 261 | 416 013 | 600 274 | 600 274 | 416 013 |
| Autres | 50 | | 1 040 018 | | 1 040 018 | 1 078 313 | |
| Autres | 51 | | | | | | |
| | 52 | 20 895 158 | 26 787 777 | 1 598 560 | 28 386 337 | 26 441 573 | 27 167 906 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|-------------------|
| | | Budget 2018 | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2018 | Réalizations 2017 |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| LOISIRS ET CULTURE | | | | | | | |
| Activités récréatives | | | | | | | |
| Centres communautaires | 53 | 4 808 704 | 6 165 826 | 2 409 953 | 8 575 779 | 8 575 779 | 6 654 279 |
| Patinoires intérieures et extérieures | 54 | 7 510 789 | 9 480 396 | 1 813 274 | 11 293 670 | 11 293 670 | 9 363 321 |
| Piscines, plages et ports de plaisance | 55 | 2 392 511 | 2 857 108 | 121 047 | 2 978 155 | 2 978 155 | 2 536 570 |
| Parcs et terrains de jeux | 56 | 6 184 408 | 7 782 923 | 4 094 317 | 11 877 240 | 11 877 240 | 12 416 538 |
| Parcs régionaux | 57 | | | | | | |
| Expositions et foires | 58 | 71 999 | | | | | 148 499 |
| Autres | 59 | 1 930 696 | 2 022 611 | 454 350 | 2 476 961 | 2 471 340 | 2 289 339 |
| | 60 | 22 899 107 | 28 308 864 | 8 892 941 | 37 201 805 | 37 196 184 | 33 408 546 |
| Activités culturelles | | | | | | | |
| Centres communautaires | 61 | 10 101 134 | 9 813 386 | 835 123 | 10 648 509 | 10 597 335 | 10 917 731 |
| Bibliothèques | 62 | 6 486 612 | 5 324 657 | 1 091 096 | 6 415 753 | 6 415 753 | 7 031 831 |
| Patrimoine | | | | | | | |
| Musées et centres d'exposition | 63 | 1 511 868 | 2 067 068 | 466 017 | 2 533 085 | 2 533 085 | 2 128 831 |
| Autres ressources du patrimoine | 64 | 164 169 | 386 272 | 64 898 | 451 170 | 451 170 | 253 848 |
| Autres | 65 | 2 430 305 | 3 455 710 | 92 763 | 3 548 473 | 8 180 560 | 2 785 186 |
| | 66 | 20 694 088 | 21 047 093 | 2 549 897 | 23 596 990 | 28 177 903 | 23 117 427 |
| | 67 | 43 593 195 | 49 355 957 | 11 442 838 | 60 798 795 | 65 374 087 | 56 525 973 |
| RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ | 68 | 36 723 257 | 36 998 472 | 2 912 199 | 39 910 671 | 39 910 671 | 38 238 679 |
| FRAIS DE FINANCEMENT | | | | | | | |
| Dettes à long terme | | | | | | | |
| Intérêts | 69 | 13 179 400 | 12 548 232 | | 12 548 232 | 13 733 829 | 11 511 070 |
| Autres frais | 70 | 1 211 500 | 1 148 582 | | 1 148 582 | 1 148 582 | 1 057 950 |
| Autres frais de financement | | | | | | | |
| Avantages sociaux futurs | 71 | 4 932 100 | 4 411 200 | | 4 411 200 | 4 411 200 | 5 863 300 |
| Autres | 72 | 260 000 | 100 908 | | 100 908 | 164 659 | 102 178 |
| | 73 | 19 583 000 | 18 208 922 | | 18 208 922 | 19 458 270 | 18 534 498 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | 74 | | | | | | |
| AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS | 75 | 54 382 158 | 57 675 285 | (57 675 285) | | | |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|--|--------------------|
| Autres renseignements financiers consolidés non audités | |
| Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories | 4 |
| Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées | 4 |
| Analyse de la dette à long terme consolidée | 5 |
| Endettement total net à long terme consolidé | 6 |
| Analyse de la charge de quotes-parts consolidée | 7 |
| Autres renseignements financiers non consolidés non audités | |
| Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets | 9 |
| Analyse de la rémunération non consolidée | 10 |
| Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources | 10 |
| Frais de financement non consolidés par activités | 11 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé | 12 |
| Rémunération des élus | 13 |
| Questionnaire | 14 |

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | | Administration municipale | Données consolidées | | |
|------------------------|--|--------------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------|
| | | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 | |
| IMMOBILISATIONS | | | | | |
| Infrastructures | | | | | |
| | Conduites d'eau potable | 1 | 3 258 189 | 3 258 189 | 5 898 293 |
| | Usines de traitement de l'eau potable | 2 | 4 412 833 | 4 412 833 | 2 114 900 |
| | Usines et bassins d'épuration | 3 | 3 075 182 | 3 075 182 | 562 365 |
| | Conduites d'égout | 4 | 4 737 225 | 4 737 225 | 8 729 747 |
| | Sites d'enfouissement et incinérateurs | 5 | | | |
| | Chemins, rues, routes et trottoirs | 6 | 22 415 210 | 24 571 521 | 24 989 178 |
| | Ponts, tunnels et viaducs | 7 | 2 277 | 2 277 | 83 365 |
| | Systèmes d'éclairage des rues | 8 | 150 009 | 150 009 | 138 460 |
| | Aires de stationnement | 9 | 1 652 968 | 1 652 968 | 1 357 306 |
| | Parcs et terrains de jeux | 10 | 3 930 591 | 3 930 591 | 8 414 862 |
| | Autres infrastructures | 11 | 5 327 502 | 5 327 502 | 301 443 |
| | Réseau d'électricité | 12 | 1 313 849 | 1 313 849 | 606 934 |
| Bâtiments | | | | | |
| | Édifices administratifs | 13 | 5 511 110 | 5 511 110 | 6 564 267 |
| | Édifices communautaires et récréatifs | 14 | 3 294 456 | 3 400 281 | 8 643 743 |
| | Améliorations locatives | 15 | | 2 007 | |
| Véhicules | | | | | |
| | Véhicules de transport en commun | 16 | | 3 378 729 | 4 065 198 |
| | Autres | 17 | 6 957 145 | 6 957 145 | 7 608 152 |
| | Ameublement et équipement de bureau | 18 | 1 738 358 | 2 222 407 | 2 921 867 |
| | Machinerie, outillage et équipement divers | 19 | 1 086 546 | 1 147 426 | 2 322 188 |
| | Terrains | 20 | 1 644 004 | 1 644 004 | 647 361 |
| | Autres | 21 | | | 7 335 |
| | | 22 | 70 507 454 | 76 695 255 | 85 976 964 |

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | | | | |
|--|---------------------------------------|----|------------|------------|------------|
| <i>Non audité</i> | | | | | |
| Infrastructures autres que pour nouveau développement | | | | | |
| | Conduites d'eau potable | 23 | 2 455 711 | 2 455 711 | 5 687 403 |
| | Usines de traitement de l'eau potable | 24 | 4 377 833 | 4 377 833 | 2 114 900 |
| | Usines et bassins d'épuration | 25 | 3 075 182 | 3 075 182 | 562 365 |
| | Conduites d'égout | 26 | 4 004 681 | 4 004 681 | 8 719 005 |
| | Autres infrastructures | 27 | 30 889 606 | 33 045 917 | 30 213 781 |
| Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues) | | | | | |
| | Conduites d'eau potable | 28 | 802 478 | 802 478 | 210 890 |
| | Usines de traitement de l'eau potable | 29 | 35 000 | 35 000 | |
| | Usines et bassins d'épuration | 30 | | | |
| | Conduites d'égout | 31 | 732 544 | 732 544 | 10 742 |
| | Autres infrastructures | 32 | 2 588 951 | 2 588 951 | 5 070 833 |
| | Autres immobilisations | 33 | 21 545 468 | 25 576 958 | 33 387 045 |
| | | 34 | 70 507 454 | 76 695 255 | 85 976 964 |

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | | Solde au 1 ^{er} janvier | Augmentation | Diminution | Solde au 31 décembre |
|---|----|-------------------------------------|--------------|------------|-------------------------|
| La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante : | | | | | |
| Par l'organisme municipal | | | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 1 | | | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme | | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | | | | |
| Fonds d'amortissement | 4 | | | | |
| Montant à la charge | | | | | |
| D'une partie des contribuables ou des municipalités membres | 5 | 3 776 123 | 425 000 | 984 402 | 3 216 721 |
| De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres | 6 | 399 059 519 | 122 641 877 | 69 374 124 | 452 327 272 |
| De la municipalité (Société de transport en commun) | 7 | | | | |
| | 8 | 402 835 642 | 123 066 877 | 70 358 526 | 455 543 993 |
| Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) | | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 9 | 60 978 380 | 9 012 461 | 7 164 263 | 62 826 578 |
| Organismes municipaux | 10 | | | | |
| Autres tiers | 11 | | | | |
| | 12 | 60 978 380 | 9 012 461 | 7 164 263 | 62 826 578 |
| Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette | 13 | | | | |
| | 14 | 60 978 380 | 9 012 461 | 7 164 263 | 62 826 578 |
| Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵ | | | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs | 16 | 929 065 | 214 999 | 306 983 | 837 081 |
| Autres | 17 | 2 637 692 | (214 999) | (306 983) | 2 729 676 |
| | 18 | 64 545 137 | 9 012 461 | 7 164 263 | 66 393 335 |
| | 19 | 467 380 779 | 132 079 338 | 77 522 789 | 521 937 328 |
| Dettes en cours de refinancement | 20 | () | | () | |
| Reclassement / Redressement | 21 | | | | |
| Dettes à long terme | 22 | 467 380 779 | 132 079 338 | 77 522 789 | 521 937 328 |

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

| | | |
|--------------------|---|-------------|
| Dette à long terme | 1 | 484 633 291 |
|--------------------|---|-------------|

Ajouter

| | | |
|---------------------------------------|---|-----------|
| Activités d'investissement à financer | 2 | 6 394 975 |
|---------------------------------------|---|-----------|

| | | |
|--|---|-----------|
| Activités de fonctionnement à financer | 3 | 8 038 544 |
|--|---|-----------|

| | | |
|---------------------------------|---|--|
| Dette en cours de refinancement | 4 | |
|---------------------------------|---|--|

| | | |
|--------|--|--|
| Autres | | |
|--------|--|--|

| | | |
|---|---|--|
| - | 5 | |
|---|---|--|

| | | |
|---|---|--|
| - | 6 | |
|---|---|--|

Déduire

| | | |
|--|--|--|
| Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme | | |
|--|--|--|

| | | |
|-------------------|--|--|
| Excédent accumulé | | |
|-------------------|--|--|

| | | |
|-----------------------|---|--|
| Fonds d'amortissement | 7 | |
|-----------------------|---|--|

| | | |
|--|---|--|
| Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé | 8 | |
|--|---|--|

| | | |
|-----------|---|------------|
| Débiteurs | 9 | 48 561 198 |
|-----------|---|------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|--|
| Revenus futurs découlant des ententes | | |
|---------------------------------------|--|--|

| | | |
|---|----|--|
| conclues avec le gouvernement du Québec | 10 | |
|---|----|--|

| | | |
|-----------------|----|-----------|
| Autres montants | 11 | 3 566 757 |
|-----------------|----|-----------|

| | | |
|--|----|-----------|
| Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés | 12 | 8 285 204 |
|--|----|-----------|

| | | |
|--------|--|--|
| Autres | | |
|--------|--|--|

| | | |
|--------------------------------|----|---------|
| - Autres revenus vs à financer | 13 | 104 207 |
|--------------------------------|----|---------|

| | | |
|---|----|--|
| - | 14 | |
|---|----|--|

| | | |
|---|----|-------------|
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 15 | 438 549 444 |
|---|----|-------------|

| | | |
|--|----|------------|
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés | 16 | 23 983 898 |
|--|----|------------|

| | | |
|------------------------------|----|-------------|
| Endettement net à long terme | 17 | 462 533 342 |
|------------------------------|----|-------------|

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

| | | |
|---------------------------------|----|--|
| Municipalité régionale de comté | 18 | |
|---------------------------------|----|--|

| | | |
|---------------------------|----|--|
| Communauté métropolitaine | 19 | |
|---------------------------|----|--|

| | | |
|-------------------|----|--|
| Autres organismes | 20 | |
|-------------------|----|--|

| | | |
|------------------------------------|----|-------------|
| Endettement total net à long terme | 21 | 462 533 342 |
|------------------------------------|----|-------------|

| | | |
|--|--|--|
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme | | |
|--|--|--|

| | | |
|--|----|--|
| de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) | 22 | |
|--|----|--|

| | | |
|--|--|--|
| Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à | | |
|--|--|--|

| | | |
|-------------------------------|----|--|
| long terme de l'agglomération | 23 | |
|-------------------------------|----|--|

| | | |
|--|----|--|
| | 24 | |
|--|----|--|

| | | |
|--|----|-------------|
| Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) | 25 | 462 533 342 |
|--|----|-------------|

| | | |
|---|----|------------|
| Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) | 26 | 35 139 832 |
|---|----|------------|

| | | |
|--|----|--|
| Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global) | 27 | |
|--|----|--|

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|----------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| | 2018 | 2018 | 2018 | 2017 |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 1 | | | |
| Évaluation | 2 | | | |
| Autres | 3 | | | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 4 | | | |
| Sécurité incendie | 5 | | | |
| Sécurité civile | 6 | | | |
| Autres | 7 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | 8 | | | |
| Transport collectif | 9 | 11 309 000 | 11 789 000 | |
| Autres | 10 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | 11 | | | |
| Matières résiduelles | 12 | | | |
| Cours d'eau | 13 | | | |
| Protection de l'environnement | 14 | | | |
| Autres | 15 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 16 | | | |
| Autres | 17 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 18 | | | |
| Rénovation urbaine | 19 | | | |
| Promotion et développement économique | 20 | | | |
| Autres | 21 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 22 | | | |
| Activités culturelles | 23 | | | |
| Réseau d'électricité | | | | |
| | 24 | | | |
| | 25 | 11 309 000 | 11 789 000 | |

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

| | | 2018 | 2017 |
|-----------------------------|---|-------------|-------------|
| Rémunération | 1 | 2 480 501 | 2 665 058 |
| Charges sociales | 2 | 599 355 | 647 938 |
| Biens et services | 3 | 67 427 598 | 76 970 603 |
| Frais de financement | 4 | | |
| Autres | 5 | | |
| | 6 | 70 507 454 | 80 283 599 |

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | | Effectifs personnes/ année ² | Semaine normale (heures) | Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice | Rémunération | Charges sociales | Total ¹ |
|--|----|--|---|--|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Administration municipale | | | | | | | |
| Cadres et contremaîtres | 1 | 198,00 | 35,00 | 370 383,00 | 20 679 560 | 6 384 475 | 27 064 035 |
| Professionnels | 2 | 13,00 | 35,00 | 24 143,00 | 1 137 746 | 269 024 | 1 406 770 |
| Cols blancs | 3 | 361,00 | 35,00 | 663 036,00 | 23 146 696 | 6 747 927 | 29 894 623 |
| Cols bleus | 4 | 418,00 | 40,00 | 931 733,00 | 27 791 082 | 8 780 047 | 36 571 129 |
| Policiers | 5 | 203,00 | 39,00 | 471 802,00 | 21 531 090 | 6 569 052 | 28 100 142 |
| Pompiers | 6 | 116,00 | 42,00 | 273 180,00 | 9 607 926 | 3 097 675 | 12 705 601 |
| Conducteurs et opérateurs (transport en commun) | 7 | | | | | | |
| | 8 | 1 309,00 | | 2 734 277,00 | 103 894 100 | 31 848 200 | 135 742 300 |
| Élus | 9 | 16,00 | | | 1 189 454 | 488 894 | 1 678 348 |
| | 10 | 1 325,00 | | | 105 083 554 | 32 337 094 | 137 420 648 |

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Gouvernement du Québec | | Gouvernement du Canada | ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines | Total |
|---|----|-------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---|--------------|
| | | Fonctionnement | Investissement | | | |
| Transport en commun | 11 | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 12 | 179 597 | | 496 523 | | 676 120 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 13 | 235 381 | 1 599 728 | | | 1 835 109 |
| Traitement des eaux usées | 14 | 30 029 | | 549 721 | | 579 750 |
| Réseaux d'égout | 15 | 85 533 | 4 582 772 | | | 4 668 305 |
| Autres | 16 | 9 821 479 | 2 123 806 | 2 927 470 | | 14 872 755 |
| | 17 | 10 352 019 | 8 306 306 | 3 973 714 | | 22 632 039 |

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | | 2018 | 2017 |
|--|----|------------|------------|
| Administration générale | | | |
| Grefe et application de la loi | 1 | 126 725 | 149 177 |
| Évaluation | 2 | 117 149 | 120 267 |
| Autres | 3 | 2 100 292 | 1 873 092 |
| | 4 | 2 344 166 | 2 142 536 |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 5 | 1 436 284 | 1 799 623 |
| Sécurité incendie | 6 | 979 087 | 1 110 341 |
| Sécurité civile | 7 | | |
| Autres | 8 | | |
| | 9 | 2 415 371 | 2 909 964 |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 10 | 2 547 489 | 2 478 367 |
| Enlèvement de la neige | 11 | 1 659 711 | 1 636 258 |
| Autres | 12 | 103 719 | 61 904 |
| Transport collectif | 13 | 411 183 | 383 231 |
| Autres | 14 | 42 688 | 40 352 |
| | 15 | 4 764 790 | 4 600 112 |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 16 | 308 432 | 293 418 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 17 | 728 048 | 691 497 |
| Traitement des eaux usées | 18 | 281 685 | 284 102 |
| Réseaux d'égout | 19 | 554 859 | 514 525 |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 20 | 96 399 | 85 857 |
| Matières recyclables | 21 | 225 554 | 216 978 |
| Autres | 22 | | |
| Cours d'eau | 23 | 3 213 | 2 862 |
| Protection de l'environnement | 24 | 32 133 | 28 619 |
| Autres | 25 | | |
| | 26 | 2 230 323 | 2 117 858 |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 27 | | |
| Sécurité du revenu | 28 | | |
| Autres | 29 | | |
| | 30 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 31 | 710 531 | 926 403 |
| Rénovation urbaine | 32 | 394 629 | 354 772 |
| Promotion et développement économique | 33 | 394 629 | 354 772 |
| Autres | 34 | 65 771 | 59 129 |
| | 35 | 1 565 560 | 1 695 076 |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 36 | 1 760 396 | 1 677 894 |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 37 | 754 078 | 713 144 |
| Autres | 38 | 1 085 564 | 1 001 467 |
| | 39 | 3 600 038 | 3 392 505 |
| Réseau d'électricité | | | |
| | 40 | 1 288 674 | 1 316 159 |
| | 41 | 18 208 922 | 18 174 210 |

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | 2018 | | 2017 |
|--|--------|---------------|---------------|
| | Budget | Réalizations | Réalizations |
| Revenus | | | |
| Ventes d'électricité | | | |
| Domestique et agricole | 1 | 27 892 100 | 28 647 360 |
| Générale et institutionnelle | 2 | 11 656 400 | 11 972 031 |
| Industrielle | 3 | | |
| Autres | 4 | 9 293 500 | 8 693 074 |
| Autres revenus | 5 | 1 152 000 | 1 246 494 |
| | 6 | 49 994 000 | 50 558 959 |
| Charges | | | |
| Achat d'énergie | 7 | 32 260 000 | 32 829 792 |
| Taxe sur le revenu brut | 8 | | |
| Frais d'exploitation | 9 | 6 333 257 | 6 108 786 |
| Autres frais | 10 | | |
| Frais de financement | 11 | 1 253 571 | 1 288 674 |
| Amortissement des immobilisations | 12 | 2 852 215 | 2 912 199 |
| | 13 | 42 699 043 | 43 139 451 |
| Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité | 14 | (1 870 000) | (1 940 106) |
| | 15 | 40 829 043 | 41 199 345 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales | 16 | 9 164 957 | 9 359 614 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | |
| Immobilisations | | | |
| Amortissement | 17 | 2 852 215 | 2 912 199 |
| Produit de cession | 18 | | |
| (Gain) perte sur cession | 19 | | |
| Réduction de valeur | 20 | | |
| | 21 | 2 852 215 | 2 912 199 |
| Financement | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 22 | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 23 | (2 150 015) | (2 150 015) |
| | 24 | (2 150 015) | (2 054 353) |
| Affectations | | | |
| Activités d'investissement | 25 | () | () |
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 26 | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 27 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 28 | | (500 000) |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 29 | | |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 30 | | |
| | 31 | | (500 000) |
| | 32 | 702 200 | 262 184 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 33 | 9 867 157 | 9 425 818 |

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

| | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses |
|--------------------------------------|--|---------------------------|
| M. Kevin Armstrong | 45 928 | 16 685 |
| Mme Brigitte Bergeron | 45 928 | 16 685 |
| M. Marc Bouchard | 58 852 | 16 685 |
| M. Simon-Olivier Côté | 49 154 | 16 685 |
| M. Jean-Marc Crevier | 44 201 | 16 682 |
| M. Carl Dufour | 57 125 | 16 685 |
| Mme Julie Dufour | 55 625 | 16 685 |
| M. Martin Harvey | 44 201 | 16 682 |
| Mme Josée Néron | 145 521 | 16 685 |
| M. Michel Potvin | 45 927 | 16 685 |
| M. Marc Pettersen | 49 128 | 16 682 |
| M. Éric Simard | 55 625 | 16 685 |
| M. Raynald Simard | 55 625 | 16 685 |
| M. Michel Thiffault | 45 928 | 16 685 |
| M. Jonathan Tremblay | 62 084 | 16 685 |
| M. Michel Tremblay | 60 351 | 16 685 |
| Corrections des indemnités de départ | | |
| M. Luc Blackburn | (1 299) | |
| Mme Christine Boivin | (393) | |
| M. Luc Boivin | (1 195) | |
| M. Jacques Cleary | (3 315) | |
| M. Jacques Fortin | (3 315) | |
| Mme Sylvie Gaudreault | (200) | |
| Mme Martine Gauthier | (868) | |
| M. Réjean Hudon | (433) | |
| M. Bernard Noël | (2 016) | |
| M. Jean-Yves Provencher | (1 722) | |
| M. Claude Tremblay | (200) | |
| M. François Tremblay | (556) | |
| M. Jean Tremblay | (9 266) | |

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>3 303 155 \$</u> | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

| | | |
|--|---------------------------------------|----------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | <u>971 316 \$</u> |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| Non audité | OUI | NON |
|--|--|--|
| 5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)? | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants suivants : | | |
| a) le montant total versé en 2018 | 12 | 1 641 981 \$ |
| b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné | 13 | \$ |
| 6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 14 <input type="checkbox"/> | 15 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 16 | \$ |
| 7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 17 <input type="checkbox"/> | 18 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 19 | \$ |
| b) autres formes d'aide | 20 | \$ |
| 8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019 | | |
| Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018 | 21 | 266 057 864 |
| Facteur comparatif de 2018 | 22 | 0,98 |
| Valeur uniformisée | 23 | 260 736 707 |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 142 742 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 142 742 \$

b) Dépenses d'investissement

27 \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 142 742 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 VC-CE-2019-184

b) Date d'adoption de la résolution

30 2018-02-28

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|---|--------------------|
| Taux global de taxation réel audité | |
| Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel | 3 |
| Taux global de taxation réel | 4 |

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Saguenay,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saguenay (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Chicoutimi
Le 6 mai 2019

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108154
255, rue Racine Est, bureau 600
Chicoutimi, Québec, G7H 7L2

DATE 2019-05-06

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|--|--------------------|
| Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 | |
| Revenus de taxes | 3 |
| Revenus de compensations tenant lieu de taxes | 4 |
| Calcul de certains revenus de taxes | 5 |
| Taux des taxes | 7 |
| Taux global de taxation prévisionnel | 8 |
| Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles | 9 |
| Questionnaire | 11 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

| | | |
|-----------------------------|---|-------------|
| Taxes générales | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 205 585 345 |
| Taxes spéciales | | |
| Service de la dette | 2 | |
| Activités de fonctionnement | 3 | |
| Activités d'investissement | 4 | |
| Taxes de secteur | | |
| Taxes spéciales | | |
| Service de la dette | 5 | 110 |
| Activités de fonctionnement | 6 | |
| Activités d'investissement | 7 | |
| Autres | 8 | |
| | 9 | 205 585 455 |

SUR UNE AUTRE BASE

| | | |
|--------------------------------------|----|-------------|
| Taxes, compensations et tarification | | |
| Services municipaux | | |
| Eau | 10 | 13 451 285 |
| Égout | 11 | 11 465 500 |
| Traitement des eaux usées | 12 | |
| Matières résiduelles | 13 | 10 960 465 |
| Autres | | |
| - Association Centre-Ville | 14 | 38 000 |
| - Zone Talbot | 15 | 97 000 |
| - | 16 | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | 800 000 |
| Service de la dette | 18 | 71 910 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | |
| Activités de fonctionnement | 20 | |
| Activités d'investissement | 21 | |
| | 22 | 36 884 160 |
| Taxes d'affaires | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | |
| Autres | 24 | |
| | 25 | |
| | 26 | 36 884 160 |
| | 27 | 242 469 615 |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

| | | |
|---|---|-----------|
| Taxes sur la valeur foncière | 1 | 1 549 000 |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 2 | 59 400 |
| Taxes d'affaires | 3 | |
| Compensations pour les terres publiques | 4 | 80 300 |
| | 5 | 1 688 700 |

Immeubles des réseaux

| | | |
|---------------------------------|---|------------|
| Santé et services sociaux | 6 | 4 142 000 |
| Cégeps et universités | 7 | 3 915 000 |
| Écoles primaires et secondaires | 8 | 4 700 000 |
| | 9 | 12 757 000 |

Autres immeubles

| | | |
|--|----|------------|
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 10 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 11 | |
| Taxes d'affaires | 12 | |
| | 13 | |
| | 14 | 14 445 700 |

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

| | | |
|--------------------------------------|----|-----------|
| Taxes sur la valeur foncière | 15 | 6 290 980 |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 16 | 197 325 |
| Taxes d'affaires | 17 | |
| | 18 | 6 488 305 |

ORGANISMES MUNICIPAUX

| | | |
|--------------------------------------|----|--|
| Taxes sur la valeur foncière | 19 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 20 | |
| | 21 | |

AUTRES

| | | |
|--|----|------------|
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 22 | 3 648 500 |
| Autres | 23 | 255 400 |
| | 24 | 3 903 900 |
| | 25 | 24 837 905 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | Assiette d'application imposable | Taux adopté | Revenus bruts | Crédits/ Dégrèvements | Dotation à la provision | Autres ajustements | Revenus nets |
|--------------------------------------|---|--------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Taxes générales | | | | | | | |
| Taxe foncière générale (taux unique) | 1 | X 2 | /100\$ 3 | | | | |
| Taxe foncière générale (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 4 9 651 336 717 | X 5 1,1155 | /100\$ 6 107 656 592 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 7 783 513 148 | X 8 1,2192 | /100\$ 9 9 552 408 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 10 1 620 512 347 | X 11 3,0944 | /100\$ 12 50 145 304 | | | | |
| Immeubles industriels | 13 889 478 489 | X 14 4,0432 | /100\$ 15 35 963 508 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 16 | X 17 | /100\$ 18 | | | | |
| Autres | 19 101 921 400 | X 20 1,7774 | /100\$ 21 1 811 516 | | | | |
| Immeubles agricoles | 22 107 065 200 | X 23 0,9835 | /100\$ 24 1 053 017 | | | | |
| Total | | | 25 206 182 345 | 26 (597 000) | 27 () | 28 | 29 205 585 345 |
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Service de la dette (taux unique) | 30 | X 31 | /100\$ 32 | | | | |
| Service de la dette (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 33 | X 34 | /100\$ 35 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 36 | X 37 | /100\$ 38 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 39 | X 40 | /100\$ 41 | | | | |
| Immeubles industriels | 42 | X 43 | /100\$ 44 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 45 | X 46 | /100\$ 47 | | | | |
| Autres | 48 | X 49 | /100\$ 50 | | | | |
| Immeubles agricoles | 51 | X 52 | /100\$ 53 | | | | |
| Total | | | 54 | 55 () | 56 () | 57 | 58 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | Assiette d'application imposable | Taux adopté | Revenus bruts | Crédits/ Dégrèvements | Dotation à la provision | Autres ajustements | Revenus nets | |
|---|---|--------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | | |
| Taxes générales | | | | | | | | |
| Taxes spéciales | | | | | | | | |
| Activités de fonctionnement (taux unique) | 1 | X 2 | /100\$ 3 | | | | | |
| Activités de fonctionnement (taux variés) | | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 4 | X 5 | /100\$ 6 | | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 7 | X 8 | /100\$ 9 | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 10 | X 11 | /100\$ 12 | | | | | |
| Immeubles industriels | 13 | X 14 | /100\$ 15 | | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 16 | X 17 | /100\$ 18 | | | | | |
| Autres | 19 | X 20 | /100\$ 21 | | | | | |
| Immeubles agricoles | 22 | X 23 | /100\$ 24 | | | | | |
| Total | | | | 25 | 26 (..... | 27 (..... | 28 | 29 |

| | | | | | | | | |
|--|----------|------------|-----------------|----------|------------|------------|----------|----------|
| Taxes spéciales | | | | | | | | |
| Activités d'investissement (taux unique) | 30 | X 31 | /100\$ 32 | | | | | |
| Activités d'investissement (taux variés) | | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 33 | X 34 | /100\$ 35 | | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 36 | X 37 | /100\$ 38 | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 39 | X 40 | /100\$ 41 | | | | | |
| Immeubles industriels | 42 | X 43 | /100\$ 44 | | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 45 | X 46 | /100\$ 47 | | | | | |
| Autres | 48 | X 49 | /100\$ 50 | | | | | |
| Immeubles agricoles | 51 | X 52 | /100\$ 53 | | | | | |
| Total | | | | 54 | 55 (..... | 56 (..... | 57 | 58 |

| | Valeur locative imposable | | | | | | |
|---|--------------------------------------|------------|------------|------------|------------|----------|----------|
| Taxe d'affaires sur la valeur locative | 59 | X 60 | % 61 | 62 (..... | 63 (..... | 64 | 65 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

| | | |
|---------------------------|---|----------------------------|
| Eau | 1 | 1 5 0 , 0 0 \$ |
| Égout | 2 | 1 5 0 , 0 0 \$ |
| Eau et égout | 3 | , \$ |
| Traitement des eaux usées | 4 | , \$ |
| Matières résiduelles | 5 | 1 5 0 , 0 0 \$ |

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

| Description | Taux | Code ¹ | Préciser |
|---|--------|-------------------|----------|
| Taxe gén. résiduelles - Chicoutimi | 1,1166 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi | 1,2200 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - Chicoutimi | 3,0953 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - Chicoutimi | 4,0455 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - Chicoutimi | 1,7783 | 1 | |
| Taxe gén. agricoles - Chicoutimi | 0,9850 | 1 | |
| Taxe gén. résiduelles - Jonquière | 1,1153 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière | 1,2187 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - Jonquière | 3,0939 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - Jonquière | 4,0441 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - Jonquière | 1,7769 | 1 | |
| Taxe gén. agricoles - Jonquière | 0,9836 | 1 | |
| Taxe gén. résiduelles - La Baie | 1,1118 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie | 1,2152 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - La Baie | 3,0904 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - La Baie | 4,0406 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - La Baie | 1,7734 | 1 | |
| Taxe gén. agricoles - La Baie | 0,9801 | 1 | |
| Taxe gén. résiduelles - Laterrière | 1,1160 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière | 1,2194 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - Laterrière | 3,0947 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - Laterrière | 4,0049 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - Laterrière | 1,7777 | 1 | |
| Taxe gén. agricoles - Laterrière | 0,9844 | 1 | |
| Taxe gén. résiduelles - Canton | 1,1117 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - Canton | 1,2151 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - Canton | 3,0903 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - Canton | 4,0405 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - Canton | 1,7733 | 1 | |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| Description | Taux | Code ¹ | Préciser |
|---|---------|-------------------|----------|
| Taxe gén. agricoles - Canton | 0,9800 | 1 | |
| Taxe gén. résiduelles - Lac Kénogami | 1,1117 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - Lac Kénogami | 1,2151 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - Lac Kénogami | 3,0903 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - Lac Kénogami | 4,0405 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - Lac Kénogami | 1,7733 | 1 | |
| Taxe gén. agricoles - Lac Kénogami | 0,9800 | 1 | |
| Taxe gén. résiduelles - Shipshaw | 1,1232 | 1 | |
| Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw | 1,2266 | 1 | |
| Taxe gén. non résidentiels - Shipshaw | 3,1019 | 1 | |
| Taxe gén. industriels - Shipshaw | 4,0520 | 1 | |
| Taxe gén. terrains vagues - Shipshaw | 1,7848 | 1 | |
| Taxe gén. agricoles - Shipshaw | 0,9916 | 1 | |
| Eau au compteur | 0,5400 | 7 | par m3 |
| Vidange fosses septiques | 70,0000 | 4 | |

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

| | | |
|---|---|-------------|
| Revenus de taxes | 1 | 242 469 615 |
| Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes | 2 | 597 000 |

Ajouter

| | | |
|---|---|---------|
| Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière | 3 | 761 149 |
| Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales | 4 | |

Déduire

| | | |
|--|-----------|--------------------|
| Taxes d'affaires | 5 | |
| Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM | 6 | |
| Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base | 7 | 58 110 951 |
| Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 | 8 | 800 000 |
| Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation | 9 | |
| Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel | 10 | 184 319 813 |

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 13 153 827 301

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 3 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | Immeubles non résidentiels | Immeubles industriels | <u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels | <u>Autres</u> | 6 logements ou plus | Immeubles agricoles |
|--------------------------------------|---|----------------------------------|--------------------------|---|---------------|------------------------|------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Générales | 1 | 50 145 305 | 35 963 510 | | 1 811 515 | 8 997 410 | 1 053 015 |
| De secteur | 2 | | | | | | |
| Autres | 3 | | | | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | | | |
| Service de la dette | 4 | 48 700 | | | | | |
| Autres | 5 | 3 247 740 | 675 235 | | 2 400 | 5 460 900 | 30 600 |
| Taxes d'affaires | | | | | | | |
| Sur la valeur locative | 6 | | | | | | |
| Autres | 7 | | | | | | |
| | 8 | 53 441 745 | 36 638 745 | | 1 813 915 | 14 458 310 | 1 083 615 |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | Résidentielles | Résiduelle Agriculture Résidences | Autres | Total |
|--------------------------------------|----|----------------|---|--------|-------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | |
| Générales | 9 | 107 614 590 | | | 205 585 345 |
| De secteur | 10 | 110 | | | 110 |
| Autres | 11 | | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | |
| Service de la dette | 12 | 23 210 | | | 71 910 |
| Autres | 13 | 26 595 375 | | | 36 012 250 |
| Taxes d'affaires | | | | | |
| Sur la valeur locative | 14 | | | | |
| Autres | 15 | | | | |
| | 16 | 134 233 285 | | | 241 669 615 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|--|--|-----------------------------|
| 1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes? | | | |
| a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM | | | |
| - Pour la taxe foncière générale | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> | 5 <input type="checkbox"/> |
| b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM. | | | |
| - Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté | 6 <input type="checkbox"/> | 7 <input checked="" type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM. | | | |
| - Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/> |
| d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM | | | |
| - Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables | 12 <input type="checkbox"/> | 13 <input checked="" type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/> |
| - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) | 15 <input type="checkbox"/> | 16 <input checked="" type="checkbox"/> | 17 <input type="checkbox"/> |
| - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels | 18 <input type="checkbox"/> | 19 <input checked="" type="checkbox"/> | 20 <input type="checkbox"/> |
| 2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? | 21 <input type="checkbox"/> | 22 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 23 <input checked="" type="checkbox"/> | 24 <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant. | 25 | 692 487 \$ | |
| 4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 26 | 260 365 375 \$ | |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | |
|---|----|-----------------------|
| 5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 27 | <u>360 217 608 \$</u> |
| 6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 28 | <u>47 784 405 \$</u> |
| 7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 29 | <u>13 258 228 \$</u> |
| 8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 30 | <u>\$</u> |
| 9. Date d'adoption du budget par le conseil | 31 | <u>2018-12-19</u> |

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|--|--|-----------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | | | |
| Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> | |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> | |
| 3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O. | | | |
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 9 <input checked="" type="checkbox"/> | 10 <input type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 12 <input type="checkbox"/> | 13 <input checked="" type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 15 <input checked="" type="checkbox"/> | 16 <input type="checkbox"/> | 17 <input type="checkbox"/> |
| La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O. | | | |
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 18 <input checked="" type="checkbox"/> | 19 <input type="checkbox"/> | 20 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 21 <input checked="" type="checkbox"/> | 22 <input type="checkbox"/> | |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christine Tremblay, CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saguenay.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saguenay consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saguenay détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-25 08:13:09

Date de transmission au Ministère : 2019/05/07